

**Université Lumière  
Lyon II**

**DEA  
Sciences de l'Information et de la Communication**

**Option Langages et symboliques de la communication et des médias**

**MEMOIRE DE DEA**

**L'espace admirable  
ou la culture comme projet d'urbanité**

**Corinne DESSIS**

Sous la direction de Bernard LAMIZET

Septembre 1996



Université Lumière  
Lyon 2

Ecole Nationale Supérieure  
des Sciences de l'Information  
et des Bibliothèques

Université Jean Moulin  
Lyon 3

**Université Lumière  
Lyon II**

**DEA  
Sciences de l'Information et de la Communication**

**Option Langages et symboliques de la communication et des médias**

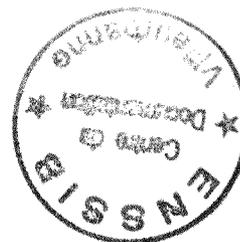
**MEMOIRE DE DEA**

**L'espace admirable  
ou la culture comme projet d'urbanité**

**Corinne DESSIS**

Sous la direction de Bernard LAMIZET

Septembre 1996



Université Lumière  
Lyon 2

Ecole Nationale Supérieure  
des Sciences de l'Information  
et des Bibliothèques

Université Jean Moulin  
Lyon 3

# **L'espace admirable ou la culture comme projet d'urbanité**

**Corinne DESSIS**

Université Lumière

Lyon II

## Résumé :

La ville peut se définir à la fois comme un espace de communication et de circulation, et comme son contraire, un lieu générateur d'exclusion. S'interroger sur l'intégration urbaine pose ainsi la question de l'appartenance des habitants et celle des représentations qui en sont les garantes, c'est-à-dire la question des dimensions symboliques et politiques du lien social, ou encore des formes culturelles qui en témoignent dans l'espace urbain.

Descripteurs : médiation, culture, ville, représentations, lien social, appartenance, exclusion, urbanité.

## Abstract :

Town can be designed as being both a communication and movement space and its contrary, a place which causes exclusion. So, asking about the urban integration, makes us wonder about inhabitants belonging and its responsible representations, that is asking about symbolic and political extent of the social bond, or about the cultural forms which attest it in urban space.

English keywords : mediation, culture, town, representations, social bond, belonging, exclusion, urbanity.

# SOMMAIRE

|   |           |
|---|-----------|
| <b>INTRODUCTION</b>   | <b>5</b>  |
| La culture, enjeu d'intégration urbaine ?   |           |
| De la place des Sciences de l'Information et de la Communication                                |           |
| <br>  |           |
| <b>1- LA VILLE COMME ESPACE SIGNIFIANT</b>  | <b>9</b>  |
| 11 - Lectures de la ville   | 9         |
| 111 - Des formes  | 9         |
| 112 - Espace et population  | 11        |
| 113 - Les formes urbaines de vie sociale  | 12        |
| 12 - Un rapport nouveau à l'urbain  | 14        |
| 13 - Théâtre et agora, spécificités de l'espace urbain  | 17        |
| 131 - Urbanité et politique   | 19        |
| 132 - Culture et représentations  | 20        |
| 133 - L'espace public fonde l'identité de la ville  | 24        |
| <br>  |           |
| <b>2 - LES EXCLUSIONS / L'INTEGRATION</b>   | <b>28</b> |
| 21 - Comment, aujourd'hui, poser le problème de l'exclusion ?                                   | 28        |
| 22 - L'accès aux codes, le rapport au sens  | 34        |
| 23 - Sans nom et sans Histoire, le rapport à l'espace et au temps                               | 35        |
| 24 - La rupture des médiations  | 37        |
| <br>  |           |
| <b>3 - LA MEDIATION CULTURELLE</b>  | <b>38</b> |
| 31 - Le concept de médiation  | 38        |
| 32 - La culture contre la logique de l'intégration  | 41        |
| 321 - L'indistinction ou la culture<br>comme représentation de l'appartenance sociale           | 43        |
| 322 - La rencontre avec l'autre ou la culture<br>comme représentation symbolique du lien social | 46        |
| 323 - La médiation culturelle   | 47        |

|  |           |
|--|-----------|
| <b>4 - LA DIMENSION CULTURELLE<br/>DANS LES POLITIQUES URBAINES</b>      | <b>49</b> |
| 41 - Culture et citoyenneté  | 50        |
| 411 - Interculturel / multiculturel                                      | 51        |
| 412 - Les appartenances multiples et la construction de l'identité       | 53        |
| 42- Les formes culturelles dans la ville                                 | 55        |
| 421 - L'art, l'esthétique  | 57        |
| 422 - La communication   | 58        |
| 43 - Structures institutionnelles de la politique culturelle de la ville | 59        |
| 431 - Le Contrat de Ville  | 60        |
| 432 - La question du territoire  | 64        |
| 423 - Le risque d'instrumentalisation                                    | 67        |
| 44 - La politique culturelle : un projet d'urbanité                      | 69        |
| <br>   |           |
| <b>CONCLUSION</b>  | <b>75</b> |
| <br>   |           |
| Bibliographie  | 78        |
| Bibliographie thématique et ouvrages complémentaires                     | 82        |

*"Le plus urgent ne me paraît pas tant de défendre une culture dont l'existence n'a jamais sauvé un homme du souci de mieux vivre et d'avoir faim, que d'extraire de ce qu'on appelle la culture, des idées dont la force vivante est identique à celle de la faim"*

*Antonin Artaud*

## INTRODUCTION

### *La culture, enjeu d'intégration urbaine ?*

La culture, la ville, la médiation et l'exclusion constituent depuis un certain temps des éléments qui se juxtaposent dans notre expérience personnelle et professionnelle et nous interrogent en autant de questions à la recherche d'une cohérence.

Si au départ, la culture nous apparaissait déjà comme un moyen pouvant permettre de favoriser une meilleure intégration de tous et de chacun dans la ville, le déroulement de nos réflexions, transformé peu à peu en la problématique qui suit, a fait surgir l'hypothèse que la culture pouvait bel et bien être un véritable enjeu politique -au sens de l'organisation de la cité- face aux réponses actuellement proposées contre l'exclusion, déjà éprouvées, souvent soumises à la loi économique du marché, et qui à ce jour, montrent leurs limites. De cette intuition et de ces interrogations est née cette recherche.

Si cette réflexion se situe dans la ville, c'est que cette dernière condense toutes les contradictions contemporaines. Elle peut en effet se définir à la fois comme un espace de communication et de circulation, et comme son contraire, un lieu générateur d'exclusion. Elle pose ainsi la question de l'appartenance des habitants et des représentations qui en sont les garantes, c'est-à-dire la question des dimensions symboliques et politiques du lien social, ou encore celle des formes culturelles qui en témoignent.

Enfin, si cette réflexion s'inscrit dans le champ de la politique de la ville, c'est que cette dernière s'est donné pour objectif premier, la lutte contre l'exclusion et qu'il ne pouvait être question de parler d'enjeu d'intégration sans analyser les structures politiques qui entendent l'impulser dans notre société. Nous aborderons cette analyse notamment à travers les "Contrats de Ville", procédures précisément mises en oeuvre dans cette optique intégrative, mais qui, pratiquant des *interventions* sous formes de

dispositifs en direction de quartiers ou de populations spécifiques, structurant les territoires de la désignation, passent souvent à côté d'une problématique pensée plus fondamentalement dans l'indistinction d'un espace public commun.

Les formes de la culture urbaine rendent compte ainsi des représentations symboliques de l'appartenance et de la place accordée aux citoyens, quelquefois citoyens. Elles donnent de ce fait à voir ou à envisager la dialectique entre la politique urbaine et la lutte contre les exclusions.

Par les choix qu'elle met en valeur, par les priorités qu'elle désigne, par la considération qu'elle accorde aux habitants, la culture s'inscrit donc dans le champ du politique et peut s'envisager, comme nous espérons pouvoir le démontrer, comme un véritable enjeu d'urbanité, et non comme un simple secteur de l'intervention publique. C'est dans ce sens que nous pensons qu'elle se constitue contre la logique d'intégration et d'exclusion.

### ***De la place des Sciences de l'Information et de la Communication***

Dans cette recherche s'inscrivent tout logiquement les Sciences de l'Information et de la Communication qui interrogent les représentations, les échanges de communication, les formes symboliques de la médiation sociale, et qui constituent un champ à partir duquel il est possible d'analyser, pour ce qui nous intéresse ici, les enjeux d'une politique culturelle dans la ville, à travers sa mise en place pour lutter contre l'exclusion.

Elles fournissent une grille d'interprétation à partir de laquelle il est possible de décoder les représentations en présence dans l'espace urbain et la façon dont les sujets les manient, les subissent ou leur donnent du sens, comment ils en sont porteurs et les transforment en normes et repères dans leurs pratiques sociales, dans des processus d'appropriation.

Les représentations sont en effet toujours affaire de communication puisque en tant que formes symboliques, elles signifient l'accord réciproque sur le sens, dans un temps et une culture donnés. Penser les représentations, c'est penser quelle mise en oeuvre symbolique va se distinguer de l'usage réel et quel sens on va donner à des formes.

Penser le symbolique, c'est surtout penser le rapport du sujet à l'autre, penser la relation comme fondatrice de l'échange de communication, dans une triangulation indissociable avec un signifiant.

Dans les deux registres des relations entre personnes, entre deux sujets d'une part, ou -dans l'indistinction- entre acteurs sociaux soutenus par des institutions d'autre part, le second est celui qui relève de ce travail de recherche. Il concerne en effet les formes de l'appartenance des sujets à la cité et renvoie à notre problématique sur l'exclusion, que nous envisagerons, à travers la culture, sous ses aspects d'accès aux formes symboliques et à la citoyenneté.

La culture comme enjeu identitaire et social assure en effet une médiation dans la dialectique entre le singulier et le collectif, c'est-à-dire entre les représentations individuelles de la vie sociale et celles prises en compte dans l'espace public. Nous nous attacherons cependant dans ce travail à l'homme en tant que sujet social, sujet d'appartenance, dans son rapport à l'autre, et non à l'individu dans son identité ou sa filiation particulières qui intéressent davantage d'autres champs tels la psychanalyse.

Les Sciences de l'Information et de la Communication, comme nous le disions, peuvent donc rendre raison de l'articulation entre les sujets et l'espace urbain et interroger les institutions qui créent la médiation par rapport au pouvoir, dans l'entrelacs de leurs mises en relation, là où se situe le *jeu*. Ce dernier pourra être considéré dans les deux sens du terme, c'est-à-dire comme les règles à respecter en commun pour pouvoir jouer ensemble, mais aussi comme l'écart toujours béant entre deux choses qui doivent s'ajuster et qui laisse place à la créativité et à la liberté. Autrement dit, notre travail s'inscrit dans une perspective politique attachée aux principes de la démocratie, ce jeu sera aussi le lieu du politique.

Dans les concepts mobilisables pour cette approche, on pourra retenir la médiation, les représentations, la citoyenneté, les "*lieux de la communication*"<sup>1</sup>, et voir comment ces concepts s'inscrivent dans l'espace urbain, et notamment en termes d'information et de communication, où et comment ils circulent. Il est donc possible d'observer les zones à l'écart des circuits d'information ou encore, les lieux où l'information n'est pas décodée et où elle demeure du *bruit*, quand elle n'est pas rapportable à une référence connue et interprétable, c'est-à-dire comment des faits, des images, des lieux de l'espace urbain, ne font pas sens pour certains citoyens et génèrent des sentiments ou des pratiques d'exclusion.

Cette réflexion contient donc pour nous une approche de l'espace public et de la construction de la citoyenneté, dans le sens où l'on peut observer comment des sujets peuvent s'approprier des valeurs ou des normes, à travers les choix culturels mis en oeuvre par des institutions, les conditions d'énonciation de cette politique et les

---

<sup>1</sup> pour reprendre le titre de l'ouvrage de Lamizet B. 1992

paramètres favorisant ou non la construction d'une réflexion, les enjeux et les différentes logiques qui y sont à l'oeuvre : les dispositifs institutionnels, le rôle des professionnels, la place des sujets.

Cette recherche interroge donc non seulement le sujet social, dans son autonomie et ses responsabilités, dans sa façon de s'approprier et de relayer des valeurs collectives, mais surtout les représentations véhiculées dans l'espace public qui favorisent ou empêchent le sentiment d'appartenance et le lien social.

Les Sciences de l'Information et de la Communication placent donc *l'autre* au centre de leur réflexion, et nous nous efforcerons de présenter la culture dans la même optique.

Enfin, nous tenterons d'analyser comment la culture, en tant qu'interpellation des valeurs représentées et mises en circulation, nous donnera peut-être les clefs d'un univers que l'on peut s'approprier plus volontiers, un espace urbain devenu admirable.

## 1- LA VILLE COMME ESPACE SIGNIFIANT

---

*"La ville pour celui qui y passe sans y entrer est une chose, et une autre pour celui qui s'y trouve pris et n'en sort pas; une chose est la ville où l'on arrive pour la première fois, une autre celle qu'on quitte pour n'y pas retourner; chacune mérite un nom différent"*

*Italo Calvino*

### 11 - Lectures de la ville

Cette recherche qui propose d'observer, dans la ville, la culture comme médiation pour une meilleure intégration des habitants, appelle quelques clarifications méthodologiques préalables sur les différentes lectures de la ville.

En effet, si elles sont multiples, et nous les évoquerons ci-après, nous nous attacherons à penser plutôt les interprétations de la ville pouvant relever du champ des représentations ou de la façon dont les pratiques sociales prennent sens dans l'espace urbain.

#### 111 - Des formes

"*Concevoir un espace, c'est concevoir une forme*" nous dit Isaac Joseph<sup>2</sup>. En tant qu'espace socialisé, la ville s'appréhende en effet tout d'abord par ses formes. On y pénètre, on en sort, on s'y perd, elle s'impose brute ou avec élégance, elle accueille ou déconcerte.

---

<sup>2</sup> 1994 in revue *La ville*, Le courrier du CNRS

Or les concepts de forme et de signe, appellent le concept d'interprétation, par conséquent, la ville va donner à voir, à lire, à comprendre.

S'il s'agit de décoder les formes de lisibilité d'une ville comme génératrices de sens, il convient alors de repérer la lisibilité des formes du bâti, mais aussi des autres formes symboliques. Ces dernières, notamment à travers des formes culturelles, témoignent de la façon dont les habitants se saisissent de leur territoire, lui donnent sens et comment ils agissent, réagissent avec lui, contre lui, voire malgré lui.

A partir de ce concept commun de forme, on peut donc penser la dialectique d'un territoire et d'une population dans ses formes construites, son paysage urbain, à travers l'architecture et l'urbanisme, et dans ses formes de pratiques urbaines à travers l'urbanité, le politique ou encore à travers les formes culturelles .

L'architecture et l'urbanisme entretiennent des relations entremêlées, tous deux opérant dans le champ des représentations symboliques et sociales et permettant une certaine grille de lecture de la ville.

L'architecture donne ainsi à voir des formes urbaines au sens matériel, concret et palpable, *“un jeu savant, correct et magnifique des volumes assemblés sous la lumière”*<sup>3</sup>, à ce titre elle définit un paysage à lire dans une sémiotique et dans une esthétique.

La structure de la ville, les formes du bâti, les traces de l'Histoire, le patrimoine immobilier, le style mais aussi les axes de circulation, les places dégagées, les ruelles étroites, les ponts qui relient, les murs qui enferment, sont sources d'enseignements sur l'appropriation par les habitants, de l'espace urbain ainsi que sur les stratégies politiques passées ou présentes.

Ces formes tangibles de la ville marquent bien entendu le territoire et laissent des traces, se donnent à voir sous forme de monuments, de palais, façades ou quartiers historiquement conservés ou reconstitués.

C'est au moment où elles constituent une mémoire de la ville et de son Histoire, un territoire sédimenté, que peuvent s'approprier ses habitants qu'elles intéressent entre autres éléments du fait urbain, l'urbanisme, qui propose une recherche de cohérence et de lisibilité des espaces urbains.

---

<sup>3</sup> Le Corbusier

De telles formes constituent des signes qui permettent également des analyses sur les politiques publiques impulsées, il suffit de se référer aux grandes percées haussmanniennes qui ont marqué massivement une ville comme Paris, il suffit de longer les remparts d'Avignon, il suffit d'être au pied de l'Arche de la Défense ou de voir If se profiler au large de Marseille.

Dans ces traces et ces contraintes, dans les pratiques sociales qu'elles génèrent ou empêchent, l'urbanisme analyse ainsi l'accès aux formes de la ville, dans le sens qu'elle peut avoir pour les citoyens et dans celui que veulent lui donner les stratégies politiques.

### **112 - Espace et population**

Par ailleurs, la ville étant à la fois espace géographique et espace de relations humaines, elle ne peut se penser sans que soit considérée l'interdépendance de ses deux composantes, un espace et une population. Nombreux sont les signes interprétables dans la ville. Pour rendre lisible le phénomène urbain, on peut donc rendre signifiante cette dialectique entre territoire et population, à partir des formes urbaines, matérielles et symboliques.

La ville est tout d'abord le lieu de l'articulation indissociable d'un territoire physique et de la communauté des citoyens qui l'habitent.

Mais "*la ville n'est pas que la somme de ses parties*"<sup>4</sup> et tout phénomène urbain est une production quelquefois conflictuelle, souvent hétéroclite de processus organisant cette mosaïque. Complexes sont en effet les rapports qu'entretiennent espace et population, mêlés de contraintes et de liberté respectives. Cette dialectique entre espace et population produit en effet trois structures : un territoire, des échanges et de l'urbanité.

Dès l'instant où l'homme commence à socialiser et à donner une dimension politique à un espace, la plupart du temps en y inscrivant des limites, des frontières, en y établissant des échanges avec d'autres, il se l'approprie et dessine ainsi un territoire.

Le territoire est donc le produit de cette interdépendance entre espace et population en tant qu'espace "approprié" et délimitant l'exercice d'un pouvoir, et à ce titre, plus qu'un lieu défini géographiquement, il est une organisation collective de l'espace, un concept politique.

---

<sup>4</sup> Grafmeyer Y. 1994 p 11

Par ailleurs, la ville, agencement de l'homme, est basée sur des temps et des lieux d'échanges qualitativement et quantitativement divers, qui peuvent prendre pour les habitants, la forme de relations économiques, sociales ou culturelles, que l'on appelle le lien social et qui permet de mesurer la reconnaissance accordée aux autres.

La composante territoire / population, liée à l'Histoire, produit enfin de l'urbanité, concept qui englobe à la fois la citoyenneté (le sentiment d'appartenance au territoire et l'exercice d'un droit politique) et le bâti défini dans l'espace, dans un ajustement entre une forme relationnelle et politique inventée pour permettre la vie ensemble (le contrat social) et un environnement construit.

La matérialité du territoire -ici la ville- impose par ailleurs un certain nombre d'éléments à ses habitants dont ces derniers font un usage collectif et singulier et dans lesquels ils tracent à leur tour des passages, des frontières ou laissent s'installer des zones plus indifférenciées.

La ville est porteuse en effet de mémoires et d'Histoire qui se manifestent dans des formes culturelles, tant dans la conscience et la culture dont sont porteurs les sujets que, plus visible, dans le patrimoine, le monument, les traces du passé, entre autres; *"les constructions territoriales sont avant tout du temps consolidé"* dit Marcel Roncayolo<sup>5</sup>.

Mais l'histoire de la ville a besoin d'être écrite, construite, mise en scène, car les habitants doivent se l'approprier dans leur mémoire et leur présent, s'ils en perçoivent la signification.

A cette condition, cette mise en exposition devient fil conducteur et permet d'assurer une certaine continuité dans l'Histoire et l'identité des sujets citoyens. Elle crée un passage entre une appropriation personnelle et une appartenance à la collectivité.

### **113 - Les formes urbaines de vie sociale**

Cette coproduction des espaces et des hommes constitue pour certains observateurs, une "écologie urbaine", base du courant des chercheurs de l'Ecole de Chicago né dans les années 20 autour de Park, qui entendent analyser les formes urbaines de vie sociale, à travers le prisme des multiples facettes de la ville, géographiques, sociales, architecturales, politiques, historiques, dans la perspective de ses usages.

---

<sup>5</sup> Roncayolo M. 1990 p20

Pour la première fois, ce courant considérait le milieu en tant qu' "interaction" complexe, pouvant être objet de changement social. Il y étudiait notamment la répartition résidentielle des différents groupes sociaux ou ethniques, en y analysant les processus de "désorganisation et de réorganisation" sociales, de l'intégration ou de la rupture, qui sont à l'oeuvre dans le phénomène urbain, particulièrement mis en lumière à partir de la question des immigrés dans les villes américaines.

L'écologie renvoie au concept d'organisme, de système, en ce sens l'écologie urbaine s'interroge donc plutôt sur l'action des acteurs et les pratiques en tant que mises en oeuvre des fonctionnalités dans un environnement, et étudie le comportement humain en milieu urbain.

Grafmeyer la définit comme "l'étude des villes conçues en tant qu'environnements à la fois matériels et humains",<sup>6</sup> il s'agit donc d'une perspective sur la ville envisagée comme éco-système et comme "laboratoire social", autrement dit dans une vision fonctionnelle et organiciste de la ville, différente de notre approche de la sociabilité et des formes de l'appartenance à travers leurs représentations.

Ce regard sur la ville s'est élargi avec les apports de la sociologie urbaine qui analyse non pas l'urbain en opposition au rural, mais plutôt "la dimension proprement urbaine des différents aspects de la vie sociale"<sup>7</sup>, autrement dit les phénomènes de socialisation urbaine tant dans leurs aspects normatifs de transmission et de reproduction des valeurs de la société, que dans les aspects plus informels faits de trajectoires et d'expériences individuelles ou collectives plus complexes, non dans une perspective de régulation mais au contraire de mobilité et d'inventivité de la part des habitants; c'est-à-dire encore, qu'elle s'intéresse aussi à ce qui se construit en marge du système.

La sociologie urbaine étudie les fonctions dans la ville, comment on y produit, on y consomme, comment on y habite notamment, et comment les conditions d'exercice de ces fonctions contribuent éventuellement à la dégradation du tissu social dans certains quartiers de la ville.

Une autre façon d'aborder la vie sociale urbaine serait issue également de la *ville mentale* que chacun de nous porte en lui et qui lui permet de connaître et de se représenter un espace, de savoir s'y déplacer et s'y comporter. Elle est fonction, selon Yvonne Bernard<sup>8</sup>, de deux variables : la "lisibilité", c'est-à-dire l'organisation des

---

<sup>6</sup> Grafmeyer 1994

<sup>7</sup> Grafmeyer 1994

<sup>8</sup> in revue Le courrier du CNRS *La ville*

éléments de la ville qui permet de les intégrer dans un tout cohérent et "l'imagibilité", soit la capacité d'un lieu à provoquer des sentiments et des émotions. Cette psychologue travaille sur la relation que l'on entretient avec les lieux, les émotions esthétiques, le bien-être à y vivre ou le sentiment de perte à les quitter<sup>9</sup>. Elle montre l'influence des lieux sur les comportements des habitants, en tant qu'ils se représentent les actions qu'ils sont susceptibles d'y conduire, en congruence ou en discordance avec leurs besoins, désirs et objectifs. "*Dans ce contexte, les différences sociales et culturelles interviennent à travers la manière dont sont connues et appréhendées les opportunités et les contraintes*". Certains de ces éléments seront repris dans notre analyse d'un *espace admirable*, mais situés davantage dans le contexte de la ville comme espace politique.

Les différents concepts de "formes" évoqués ci-dessus, formes architecturales, ou usages des formes, images mentales, proposent donc des manières différentes d'aborder la lisibilité du fait urbain, dans des problématiques interdépendantes mais différenciables.

Pour ce qui concerne nos interrogations sur la place et le rôle de la culture dans la ville, nous nous efforcerons de rendre compte d'une lecture du phénomène urbain, non pas dans une perspective sociologique mais dans celle du sens que celui-ci prend (ou pas) pour ses habitants, qui leur est offert ou pas, c'est-à-dire dans une sémiotique urbaine davantage reliée aux dimensions symbolique et politique de la ville (du territoire, des formes urbaines et des pratiques sociales), dans le sens où nous considérons la culture comme médiation symbolique de l'appartenance mettant en oeuvre une logique de représentation.

## 12 - Un rapport nouveau à l'urbain

*"Une vie imaginaire sur les villes est posée"*

Jean Tardieu

La ville est constituée de ses hommes et d'une forme d'organisation il est vrai, mais les conduites des citadins et les compositions territoriales entretiennent des relations complexes qui s'additionnent, se trament, plus qu'elles ne sont issues les unes des autres. Edification humaine, la ville ne saurait se réduire à un concept urbanistique ou politique ni à une simple rationalité.

---

<sup>9</sup> Courant de recherche du "place attachment"

C'est ce que soulignent de nombreuses analyses actuelles du phénomène urbain. Ainsi, Marcel Roncayolo<sup>10</sup> considère la ville dans son évolution récente et surtout dans sa complexité, en indiquant qu'il faut sortir d'une lecture trop simpliste de l'espace urbain, pour en comprendre les subtilités liées aux pratiques des habitants, à leur mode d'habiter. La ville - qu'il définit comme un "*système de relations organisé sur un territoire*" - repose sur son pouvoir d'attraction et de rayonnement à l'extérieur, et conjugue trois notions spécifiques : l'appartenance, le(s) pouvoir(s) et les représentations.

Critiquant le modernisme et la planification qui ont organisé selon lui, la ségrégation (l'urbanisme ou l'architecture ont été le fait de politiques sociales qui ont quelquefois privilégié la "*recette technique*" au détriment de l'habitant), les notions de ville et de territoire approchées par Roncayolo, comportent cette dimension "*sociale*" qui commande toute esthétique ou "*poétique*" de la ville (au sens de *création*) et qui nécessitent une approche fine, une ethnographie urbaine.

Après une période de recherche de "*réponses au mal des grands ensembles*", l'urbanisme un temps fragilisé, interrogateur, est tenté par de nouveaux démons : la mise en réseau, la création de nouveaux centres, la réhabilitation de centres historiques, l'accumulation de bureaux ou encore la ville "*quaternaire*" rassemblant en son coeur, les activités nobles, les signes culturels et l'habitat à la fois moderne et historique ("*forme la plus poussée des ségrégations*"); il est également mobilisé par les exigences de la crise, qui obligent les villes à une attractivité pour les activités économiques. Le risque en est qu'en privilégiant l'exceptionnel ou le monumental, on n'en oublie les données culturelles ou sociales, témoignages d'autres formes d'accès ou d'inaccessibilité à la ville.

Il convient ainsi de redouter le discours sur la ville qui vient à la place de l'authenticité des lieux et chercher sans doute d'autres représentations de la ville du côté des habitants eux-mêmes et analyser comment la dégradation du tissu social et urbain peuvent parfois entraîner le repli sur des attitudes primaires et morcelées, de possession, de défense ou de revendication d'un territoire, aspects sur lesquels nous reviendrons en abordant dans ce travail, les notions d'exclusion et de médiation culturelle.

On remarque donc aujourd'hui que les modes d'habiter ne sont pas le reflet trop simpliste des inégalités sociales ou des idéologies dominantes, que le territoire n'est pas aussi directement qu'on a voulu le croire un temps, une sorte de double de la structure sociale, et qu'il faudrait tenter, à travers eux, de comprendre davantage les

---

<sup>10</sup> Roncayolo 1990

manifestations de liberté, les revendications d'autonomie, et le désir concomitant d'enracinement et de mobilité, d'organisation et d'inventivité des citoyens.

En effet, des rapports nouveaux à l'espace et au temps, "*dans leur entrelacement qui fait la ville*"<sup>11</sup>, traversent et interrogent le phénomène urbain; le territoire urbain est constitué de points multiples d'"*inégaie appropriation*" (par exemple, à Paris, les Halles sont devenues "*le contrepoint familier de la banlieue éloignée*"<sup>12</sup>), et il faut donc considérer l'appropriation urbaine à travers les itinéraires, les cheminements et les pratiques morcelées qui remettent en question l'approche de l'urbain.

C'est le concept de mobilité plus que celui de proximité qui peut rendre compte d'une forme de justice sociale.

Laurence Roulleau-Berger illustre bien cette idée dans *La ville intervalle*<sup>13</sup>, où elle retrace les circulations des jeunes entre centre et banlieue, dans des sociabilités informelles. C'est également l'analyse de Françoise Choay<sup>14</sup>, qui dénonce "*le règne de l'urbain et la mort de la ville*", dans le sens où les habitants deviendraient les "*membres de collectivités abstraites ou dont les implantations spatiales ne coïncident plus et ne présentent plus de stabilité dans la durée*".

Enracinement et appartenance sont pour elle, des notions à revisiter "*en fonction de nouveaux paramètres et selon un rapport inédit avec la temporalité*", puisque territoire et communauté des citoyens ne sont plus fondamentalement liés.

Si la ville s'inscrit dans un espace, elle entretient aussi un rapport complexe au temps, inséparable des techniques de communication. Les déplacements de marchandises, de capitaux, de personnes et d'informations opèrent une contraction de la dialectique espace-temps. Dans la ville, si l'accès quotidien à la centralité (paramètre qui reste l'un de ses caractères forts) est parfois de plus en plus malaisé, vu du côté de la banlieue, on n'a par ailleurs plus besoin de bouger pour avoir accès à certaines informations, comme nous le montrent déjà les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (le réseau Internet par exemple), qui tendent à supprimer la notion de l'espace au profit de celle du temps.

---

11 Roncayolo 1990

12 Roncayolo op cit

13 Roulleau-Berger 1991

14 Choay in *La Ville*, catalogue de l'exposition au Centre G. Pompidou, 1994

Cela entraîne deux mouvements : d'une part, l'augmentation de la vitesse des déplacements rétrécit les représentations de l'espace géographique, mais parallèlement à cette réduction du temps, s'opère un élargissement spatial de notre environnement.

On verra que la culture participe de cette définition des espaces symboliques, et comment elle peut favoriser ou réduire leur accès.

C'est ainsi que pour envisager quelque chose de l'urbain, on ne parle plus seulement de la ville, on évoque souvent désormais l'agglomération, voire l'intercommunalité ou la communauté de communes, "*la définition territoriale de la ville se brouille*"<sup>15</sup>.

De ce fait, avec la déterritorialisation des rapports fondateurs à l'espace et au temps, le problème de l'accès n'est plus tant un problème de mobilité géographique, que celui de la mobilité entre les différentes appartenances et celui de l'intelligibilité des contextes qui en permet la maîtrise. C'est dans le rapport au sens qu'il peut donner à son propre environnement, dans la compréhension et l'appropriation de l'espace public, dans la maîtrise des ressources, des droits et des compétences nécessaires, que se joue donc désormais l'autonomie et l'accomplissement du citoyen.

Cette recherche s'attache donc plus particulièrement à la ville en tant qu'espace social de communication : il convient ici d'envisager la culture comme une médiation pouvant donner accès au sens et à l'appropriation des représentations symboliques qui s'y déploient, médiation qui renvoie à une sémiotique des formes de sociabilité urbaine.

Le concept d'espace public, lieu du débat et de l'indistinction, lieu de la ville où se donnent à voir et prennent sens les formes de sociabilité, et abordé ci-dessous, s'inscrit donc dans cette analyse des formes de la ville, en tant que lieu où se lisent les appartenances et les liens sociaux, représentés notamment par les médiations culturelles, car "*ce qui est au fondement de la sociabilité n'est pas ce qui est édifié, mais ce qui libère une clarté : la clairière*"<sup>16</sup>.

### **13 - Théâtre et agora, spécificités de l'espace urbain**

La recherche de la lisibilité du fait urbain dans son rapport signifiant plutôt que dans ses rapports de fonctionnalités est assurément problématique en ce qui concerne la spécificité urbaine.

---

<sup>15</sup> Grafmeyer 1994

<sup>16</sup> Henri Gaudin in *Prendre place*, textes réunis par Joseph I. 1995

Face à la ruralité, c'est l'*agora* qui crée la ville, l'espace public, l'invention de la notion de service, à la différence de la campagne où la propriété foncière et la filiation servent de références. On peut dire de façon rapide, qu'à la campagne, tout le monde se connaît, tout se sait, on connaît les filiations, on est toujours le fils de quelqu'un. C'est la terre qui fonde l'appartenance et qui originairement, par la logique de l'héritage, confond celle-ci avec la filiation. A la ville, cette filiation n'est plus donnée ni évidente, elle n'a plus de fonction symbolique ni politique, de ce fait, elle doit être dite et expliquée, re-présentée, d'où la nécessité de la médiation culturelle, comme ré-affirmation permanente de l'appartenance sociale, qui s'exprime sur le plan des pratiques symboliques.

Aux relations de la société rurale composées de fortes solidarités familiales, d'une appartenance spatiale définie par la possession de la terre et d'une unicité de la personne connue et reconnue dans ses différentes fonctions, la vie citadine oppose des relations plus secondaires où la personne est composite, ayant à conjuguer dans des lieux et temps morcelés, différents statuts et fonctions : dans le travail, la vie familiale, les loisirs, les activités associatives ou militantes par exemple.

L'urbanité consisterait donc dans le passage d'une communauté fondée sur les liens du sang dans une problématique de la filiation, à une société construite sur une problématique de l'appartenance. On peut alors décrire l'urbanité comme une logique allant de la singularité, où l'identité est connue et reconnue, vers l'indistinction, contexte urbain où l'identité doit être réaffirmée symboliquement, re-présentée et où elle est affaire de sujets sociaux et non plus d'individus isolés.

Devenir *animal politique*, c'est "échapper à la logique des territoires et des tanières", c'est sortir de "l'abri et de la cachette d'origine et s'éloigner pour mieux voir à distance" <sup>17</sup>. La cité ne peut se fonder qu'en rupture avec l'origine et sur du symbolique.

L'appropriation spatiale doit donc, dans la ville, se transformer en appropriation symbolique. C'est un processus de cet ordre qui est engagé, dès les origines de la cité grecque, à travers les principes de l'*agora* et du théâtre.

On comprend ici le rôle de la culture, en tant que représentation symbolique donnant du sens à des pratiques ou des usages, permettant l'appropriation de valeurs communes, et assurant l'expression du lien social et du sentiment d'appartenance à une collectivité.

---

<sup>17</sup> JC Bailly in *Prendre place*, textes réunis par Joseph I., 1995

L'agora, place publique et le théâtre, forme urbaine de représentation collective, représentent cette appropriation par les citoyens, d'un espace fondamentalement public et symbolique et sont ainsi les signes majeurs de la cité, conjuguant démocratie et représentation. Rappelons à ce propos à la polysémie de la représentation, qui signifie à la fois *rendre présent à nouveau* (la mémoire), *placer devant* (l'exposition, le théâtre, le lieu du regard), *déléguer* (le politique). La représentation est ainsi tout ce qui vient à la place des citoyens, leurs élus, leur histoire ou les symboles figurant ces citoyens et interprétant la place qui leur est octroyée dans la cité. La culture peut se proposer ainsi dans l'articulation de ces trois axes.

Ces deux institutions du théâtre et de l'agora s'inscrivent dans des espaces au coeur de la cité (et pas forcément au centre de la ville). Elles marquent ainsi, comme l'explique Jean-Christophe Bailly<sup>18</sup> au sujet des plans de la cité grecque, non pas la seule juxtaposition de population et d'habitat, mais l'organisation d'une communauté autour de lieux symboliques, vides dans lesquels, se mettant à distance, elle se rend visible. "*Le plan de l'agora et la coquille du théâtre sont sans doute et simultanément la voix et l'oreille de la cité, mais pour l'être, il a fallu qu'ils existent ainsi, en s'imposant comme ces vides et comme les marques mêmes, sur le sol de la ville, (...) d'un terme visible mis à la pure et simple agglutination*", c'est dire aussi qu'elles donnent du sens et fondent la cité comme espace politique.

### 131 - Urbanité et politique

La ville est fondamentalement le lieu du politique (concept où l'on retrouve l'origine étymologique de la ville, *πολις*), le lieu de tous et de personne.

Avec la cité grecque, la parole légitime n'est plus laissée aux seuls dieux, mais chaque citoyen peut s'en saisir sur la place publique et donner lieu à débat : c'est l'*agora* et l'invention du politique.

La cité place ainsi en son centre, non des particularités mais ce qui existe en commun. On en retrouve aussi l'origine dans la place publique latine, le *forum*, qui est étymologiquement l'espace libre, le lieu *hors de chez soi* (du mot latin *foras*, dehors).

La cité est donc constituée par une logique qui peut être remise en question par des processus politiques, à travers l'exercice de la citoyenneté, contrairement à l'autorité du patriarcat rural, incontestable parce que reposant sur des relations de filiation.

---

<sup>18</sup> in op cit

Lieu du politique, l'espace urbain est par conséquent un lieu de pouvoir. En effet, les rapports n'y étant pas définis essentiellement par la propriété foncière ou l'héritage, ils sont davantage dans le symbolique, dans l'échange et dans la confrontation, dans le débat public. Il y a bataille pour acquérir une place, un statut, une fonction, et pas seulement pour l'acquisition du sol.

L'urbanité est donc le produit d'une tension entre l'affirmation d'une identité à travers de multiples appartenances, l'appropriation d'un espace et la rencontre avec l'autre; elle représente la conjugaison d'un tissu urbain et d'une forme politique dans laquelle les sujets sont en principe, des acteurs libres et responsables, pouvant décider de cet objet construit en commun qu'est la cité.

L'urbanité représentant la nature symbolique de l'appartenance, elle nécessite donc des signes, des formes (une culture) pour se montrer et faire sens, ainsi qu'une aptitude et des droits des citoyens, pour qu'ils comprennent et s'approprient les valeurs de leur ville.

Ces deux axes de l'appartenance sociale et du lien social, produisent la sociabilité du sujet, l'appartenance qui représente le lien du sujet à une société et à ses institutions, le lien social qui représente le lien avec les autres sujets. Paradoxalement, la ville est donc à la fois lieu de la différence et lieu du regroupement, dimensions que nous relierons plus loin à notre problématique sur l'exclusion.

### 132 - Culture et représentations

*"Nous portons nos villes,  
reliques et présages,  
au-delà du visible.  
Barbouillée de temps passé,  
odorante de sanies et de douceurs,  
violente de plaisirs et de guerre,  
calme d'ennui et de dimanches,  
plus cultivée que tous les hommes,  
la ville sait échapper aux utilités"*

*François Barré<sup>19</sup>*

Ainsi, les formes de la culture urbaine relèvent d'une dialectique entre territoire et population, dans le sens où elles peuvent rendre compte de la façon dont certains

---

<sup>19</sup> in *la ville*, catalogue de l'exposition G. Pompidou

habitants, bien que vivant sur un territoire n'ont pas le sentiment ou la possibilité d'y appartenir, ou au contraire, de la façon dont le lien social se tisse à travers des pratiques culturelles. Elles désignent les valeurs ou les images véhiculées dans l'espace urbain qui favorisent ou non cette appropriation par les citadins et les fondent ou non comme citoyens.

Elles concernent les représentations et les pratiques sociales des habitants en tant qu'activités signifiantes et sont porteuses d'une double dynamique que nous venons d'évoquer, celle de l'appartenance sociale qui lie un habitant à son lieu de vie, son appropriation des valeurs collectives, et celle du lien social qui institue ses rapports avec les sujets du même territoire.

La représentation en tant que manière d'interpréter et de penser notre quotidien, nos expériences, et de les situer dans un espace public, est une production socialement élaborée et partagée.

La culture en tant que production des formes symboliques, donne en effet une consistance interprétable à la sociabilité, elle marque non seulement l'appartenance à une société mais la conscience et l'affirmation de cette appartenance assumée. Inscrite dans une logique de communication et d'échange, la culture représente donc aussi le lien social entre les sujets d'un même territoire. Il convient que chacun puisse se reconnaître quelque peu dans ce que renvoie la ville, que ce soit dans ses formes physiques: que son accès soit partout possible, qu'il n'existe pas de quartiers *interdits* ou inaccessibles, que ce soit dans les représentations des habitants auprès desquelles chacun doit pouvoir trouver une identification, que ce soit dans les valeurs suffisamment ouvertes et généreuses pour que chacun puisse se les approprier, que ce soit encore dans l'acceptation des différences où chacun puisse reconnaître une part de lui-même, enfin dans les formes symboliques de l'indistinction où chacun, différent, puisse prendre conscience de ce qu'il partage en commun avec d'autres.

Les formes symboliques qui donnent à voir l'appartenance ou son contraire, l'exclusion, sont innombrables; ainsi récemment, Catherine Humblot signait un article dans *Le Monde*<sup>20</sup>, où elle soulignait à quel point l'image des étrangers et de leurs familles étaient absentes du petit écran, dans les jeux, les magazines ("où ils apparaîtraient comme personnages ordinaires, avec les rêves et les passions de tous les humains" dit-elle), en tant que comédiens dans les fictions, mais aussi en tant que réalisateurs. Comment dans ces conditions, ces personnes peuvent-elles se reconnaître comme sujets dans une société, lorsqu'elles ont toujours niées, jamais représentées,

---

20 "Immigrés invisibles", article dans *Le Monde*, 1° & 2 Septembre 1996.

sauf à faire la une de l'actualité des journaux télévisés ? Quelle identification possible ? Quelle place leur est-elle accordée ainsi dans l'espace public ? Au plan local, dans la ville, la question est la même, elle peut se lire souvent en creux dans les images ou autres représentations véhiculées, si l'on en cherche les manques, les oublis dans un espace urbain asseptisé et sans mémoire.

Cela nous conduit tout naturellement à évoquer, dans la culture, la dimension du théâtre dans sa fonction de représentation de la cité. Spectacle vivant porteur d'appartenance, il met en scène depuis son origine, les tragédies de la ville : la ville, à la fois, s'y montre et s'y regarde.

La cité grecque nous l'avons dit, se fonde sur l'espace public et sur les lieux de la mise en scène de la vie publique. La médiation de la représentation théâtrale permet une mise à distance et conforte le sentiment d'appartenance à une société où chacun aurait les mêmes problèmes que soi, avec en outre la possibilité de les voir exprimés en public par un *autre-même* que soi.

*"Le théâtre s'adresse d'abord à l'assemblée. Il ne s'adresse pas à tel ou tel, en tant que spectateur individu, en tant que personne privée et responsable, mais en tant que partie consciente de l'assemblée, en tant que citoyen responsable, en tant que juge"*<sup>21</sup>.

Plus que toute autre forme de spectacle, il constitue l'espace public comme espace de représentation, où peuvent s'exprimer le contradictoire, le débat.

Ainsi *Les Danaïdes*<sup>22</sup> que nous avons pu voir cet été au Festival de Théâtre d'Avignon, retracent-elles la tragédie qui survient non à un homme mais à une cité entière : les filles de Danaos, fuyant l'Egypte et la perspective d'un mariage qu'elles refusent aux fils d'Egyptos, viennent demander asile et protection à Pélasgos, roi d'Argos en Grèce. C'est tout le mythe de l'origine du peuple grec qui est là mis en scène, dans la problématique du droit d'asile. Pélasgos sait bien en effet que s'il accorde ce droit, il devra s'obliger avec son peuple, à le faire respecter et donc à affronter l'assaut que les fils d'Egyptos ne manqueront pas de donner.

On le voit partir consulter son peuple avant d'apporter sa réponse....

---

<sup>21</sup> Michel Deutsch in Sarrazac, 1995, *Les pouvoirs du théâtre*

<sup>22</sup> Adaptation de la trilogie d'Eschyle, *Les suppliantes*, vraisemblablement écrite vers 490 et donc l'une des plus anciennes tragédies grecques qui nous restent, adaptée et mise en scène par le roumain Sylviu Purcarete.

PELASGOS :

- *“Je ne saurais te faire de promesse, avant d’avoir communiqué les faits à tous les Argiens. (...) Quelque soit mon pouvoir, je ne saurais rien faire sans le peuple (...)”*

Représentation, débat public, démocratie, engagement politique, citoyenneté, exil, appartenance et lien social, droit d’asile, tous les éléments de la cité sont réunis dans la tragédie...

PELASGOS (s’adressant aux Danaïdes) :

- *“ Reprenez confiance. L’Etat possède de nombreuses demeures; des logis sont là prêts pour vous. Choisissez - vous êtes libres - ce qui vous paraîtra le plus agréable.”*

Cette histoire et les questions qu’elle soulève sont toujours grandement d’actualité, le metteur en scène Purcarete l’a d’ailleurs pensée comme allégorie de la construction de l’Europe, mais on peut y trouver d’autres résonances contemporaines. *“ Elle parle en effet de choses aujourd’hui familières : exils, déracinements, peur d’autrui, identités et différences culturelles, et c’est justement là que les démons de nos jours ont trouvé un territoire propice pour leurs jeux de paix et de guerre ”*<sup>23</sup>.

La ville se donne ainsi en spectacle à ses habitants, dans son histoire et dans son actualité.

En Grèce, à l’origine, le théâtre ne s’adressait pas à un public mais convoquait toute la cité pour lui parler d’elle, sous la forme d’une tragédie, véritable événement politique qui refondait à chaque fois la cohésion de la communauté .

Antonin ARTAUD<sup>24</sup>, n’est pas loin de cette fonction du théâtre lorsqu’il lance un cri de protestation à l’idée que l’on se fait de la culture, comme si elle était à côté de la vie et seulement à côté, et écrit que le théâtre notamment *“parce qu’il bouge et se sert d’instruments vivants, continue à agiter des ombres où n’a cessé de trébucher la vie”*.

Aujourd’hui d’ailleurs, certains metteurs en scène soulignent ce rôle souvent oublié du théâtre : *“Ce qui m’inquiète donc, ce n’est pas que la société demande à l’artiste et plus précisément au théâtre public, une manière d’être plus présente dans la cité. Ce qui m’inquiète, c’est le contraire, c’est le silence de cette société là. Que les institutions publiques de l’éducation, du social, de la justice, du politique n’interpellent pas le théâtre.”* <sup>25</sup>

---

<sup>23</sup> Silviu Purcarete

<sup>24</sup> “Le théâtre et la culture” in Artaud 1964

<sup>25</sup> Intervention d’Alain Grasset, Directeur de La Coupole, Scène Nationale à Sénart, lors d’un colloque sur la culture. Dunkerque Octobre 1995

C'est toute la question de la place de la culture dans la société qui est ainsi soulevée, car le théâtre n'est que l'une des formes symboliques par lesquelles les sujets peuvent s'ancrer davantage dans une appartenance, mais toutes les autres formes culturelles concourent à produire des médiations de la sorte.

Aussi, si les représentations de certains sujets de la société, ne sont jamais reprises dans l'espace public, si leurs pratiques culturelles ne sont pas prises en compte, voire si elles sont censurées, ces sujets ne peuvent assurément pas se sentir y appartenir ; de la même façon qu'ils se sentent exclus s'ils ne peuvent accéder à la compréhension de représentations qui leur demeurent étrangères et qu'ils ne parviennent pas à s'approprier.

### 133 - L'espace public fonde l'identité de la ville

*"La ville c'est aussi l'autre rue,  
celle qu'on ne foule jamais,  
c'est le centre secret des îlots(...)  
c'est ce que les façades dissimulent,  
c'est mon ennemi si j'en ai un, (...)  
c'est ce qui s'est perdu et ce qui sera,  
c'est l'ultérieur, le différent, le latéral,  
le quartier qui n'est pas le tien ni le mien,  
ou que nous ignorons et que nous aimons".*

Borges<sup>26</sup>

S'il est un espace public c'est bien dans la ville, puisque ce concept apparaît avec la culture urbaine qui pose la ville comme objet politique. Cependant, l'espace public, espace de tous, se pense autrement qu'en terme de spatialité, c'est-à-dire autrement qu'en simple *lieu public*, car sa caractéristique est plus large et plus symbolique, elle est de n'appartenir à personne et de représenter l'espace du *commun.*, dans lequel chacun peut échanger.

L'espace public est un espace de communication et de circulation. Au contraire de l'espace privé dont l'accès doit être autorisé, l'espace public suppose un accès non conditionnel, une accessibilité généralisée. Mais ce principe est quelquefois menacé par des pratiques ou des appartenances spécifiques.

---

<sup>26</sup> in *La ville*, catalogue de l'exposition Centre G Pompidou

En effet, certaines dégradations de l'espace public proviennent du fait que des pratiques ont tendance à ne pas rester momentanées, mais s'installent et permettent à quelques uns de s'approprier un morceau de territoire en y construisant des frontières symboliques, autrement dit en le privatisant par des codes ou des formes exclusives. C'est le cas quand les habitants ne fréquentent plus certains lieux de leur quartier, *investis* par une partie de la population (la placette d'une cité occupée en permanence par un groupe de jeunes, par exemple, ou un bord de plage accaparé par un loueur de matelas).

L'espace public est caractérisé par la sociabilité qu'il représente et par le sentiment de continuité qu'il procure. On ne peut y être toujours seul, si on n'y a pas le sentiment de faire partie d'un tout, ce n'est plus un espace public, on doit pouvoir le comprendre et s'y soumettre aux valeurs communes à tous. Il est le lieu de l'expérience de la médiation, celui dans lequel se met en oeuvre la dialectique sociale du singulier et du collectif.

L'espace public est bien sûr un espace politique, un espace de pouvoirs, de débat, de ce fait il neutralise la question des relations familiales qui sont de l'ordre du privé et se règlent dans la maison et non sur la place.<sup>27</sup> C'est pourquoi aussi l'espace public appartient à l'urbain.

Selon Habermas, quand il expose l'apparition puis le déclin de l'espace public<sup>28</sup>, ce concept est une virtualité démocratique puisqu'il naît au moment où, sortant de la tutelle du pouvoir féodal, on commence dans les salons à débattre en public, sur un pied d'égalité, en faisant usage de sa raison et de son esprit critique. Dans l'espace public défini par lui comme une médiation entre le privé et le public, toute idée peut être confrontée au débat et peut être remise en question.

Du coup, c'est là bien sûr que s'introduit aussi parfois la censure.

Dans une démocratie, s'il est l'espace du débat, il est alors espace de représentation, à la fois lieu de la délégation de pouvoirs où ne s'expriment pas des individus mais des citoyens représentés, lieu où se fonde le lien social, et lieu d'une certaine théâtralité, en

---

<sup>27</sup> On pourra se reporter à ce propos à de nombreuses études consacrées au "seuil", à la porte, au sas toujours aménagé dans les maisons pour permettre et préparer la circulation entre l'espace privé et l'espace public. Cf Simmel G. "Pont et porte" in *La tragédie de la culture*, 1988, Bonetti M., *Etudes sur le seuil*, CSTB Paris, département des Sciences Humaines, ou encore Gaudin H., "Seuil et totem" in *Prendre place*, textes réunis par Joseph I. 1995.

<sup>28</sup> Habermas J, 1978

tant que mise en forme des pratiques sociales<sup>29</sup>. Il est intéressant, nous dit Isaac Joseph, d'utiliser "*la fécondité de la métaphore dramaturgique pour analyser la vie sociale des espaces publics urbains*".<sup>30</sup>

A l'inverse du monde rural, lieu de la mémoire et de la permanence, l'espace public est donc aussi dans une certaine mesure, l'espace du jeu (théâtral, démocratique ou créatif) et de la règle commune pour y accéder.

Le théâtre et l'agora fondant l'espace public et la cité, posent la question de la citoyenneté, donc celle d'éventuelles exclusions, lorsque l'habitant n'a pas la possibilité, la reconnaissance ou la conscience de son appartenance, ou lorsqu'il ne répond pas aux valeurs communes. Toute ville met en scène sous différentes formes (comme nous l'avons souligné dans la lisibilité du fait urbain et comme nous le verrons dans la culture) cette tension entre une population et les règles qu'elle se donne et qui lui sont imposées, pour définir une appartenance.

Ce fait social radicalement contradictoire de l'exclusion dans la ville considérée par ailleurs comme espace de circulation et de communication, appelle le recours à des forces symboliques: la politique et la représentation avec l'agora et la culture. On comprend donc qu'il n'y a de culture urbaine que politique, autrement dit de la décision et de la représentation (délégation ou mise en forme artistique).

Cette idée reprend celle d'Henri Lefebvre qui soutient un "*droit à la ville*", ce qui implique une connaissance de la "*production*" de l'espace. Il signifie pour lui "*le droit des citoyens-citadins et des groupes qu'ils constituent (...) à figurer sur tous les réseaux et circuits de communication, d'information, d'échanges, ce qui ne dépend ni d'une idéologie urbanistique, ni d'une intervention architecturale mais d'une (...) propriété essentielle de l'espace urbain : la centralité (...) rassemblement, au lieu d'une fragmentation, de tout ce qui peut naître dans l'espace et s'y produire, rencontre possible de tous les "objets et "sujets"*".<sup>31</sup>

Nous pouvons dire ainsi, pour en revenir à notre objet de recherche, que la contradiction intégration / exclusion qui se met en pratique dans le politique, peut se penser dans le symbolique, à travers la culture, le langage, la communication, mis en

<sup>29</sup> cf les textes réunis par Isaac Joseph, 1995, *Prendre place, espace public et culture dramatique*, suite au Colloque de Cerisy en juin 1993.

Cette métaphore a par ailleurs, été également mise en valeur par Goffman, non spécifiquement dans l'espace public mais dans *La mise en scène de la vie quotidienne*, ( t 1 *La présentation de soi* ,1959 (trad fr 1973, Minuit) et t 2 *Les relations en public* ,1971 (trad Fr 1973, Minuit).

<sup>30</sup> in revue *La ville* Le courrier du CNRS

<sup>31</sup> Lefebvre H 1968 et 1972, p 163

oeuvre dans l'espace public.

*“Les “grands ensembles ou “non-être ensemble” démontrent jusqu’à l’absurde que la ville ne peut être faite seulement de petites cellules agglomérées, de couloirs de caves, de paliers d’ascenseurs, d’espaces de clausturation ouverts sur rien ou sur ce quelque chose d’indéterminé qui ne peut porter le nom d’espace public.”<sup>32</sup>*

Face à l'approche souvent trop fonctionnaliste des politiques publiques visant à la réduction de *la fracture sociale*, il y a donc vraisemblablement un nouveau sens à donner à l'appartenance urbaine, qui selon nous, peut être apporté par une politique culturelle. C'est là la place que nous entendons donner à la culture comme médiation permettant la lutte contre les exclusions.

---

32 Henri Gaudin, “Seuil et totem” in *Prendre place*, textes réunis par Joseph I., 1995

## 2 - LES EXCLUSIONS / L'INTEGRATION

### 21 - Comment, aujourd'hui, poser le problème de l'exclusion ?

Il faut immédiatement se méfier d'une sorte d'ethnocentrisme qui amènerait à penser l'exclusion sans considérer *l'endroit d'où l'on parle* (celui des personnes dites *intégrées*) et qui, désignant et nommant des lieux (les *quartiers* par exemple) ou des personnes (les *exclus*, les *jeunes des banlieues*), ne ferait que stigmatiser et construire une vision des exclusions qui se confondrait avec leur réalité.

Le risque de ce discours auquel il est difficile pourtant parfois d'échapper, est l'objectivation d'espaces clos, les *grands ensembles*, les *quartiers*, les *cités*, ou d'univers clos, celle de la culture des autres, de l'ethnicité, de la différence désignée.

La lutte contre l'exclusion se pense aujourd'hui de façon simultanée en termes d'intégration. On peut porter deux types de regard sur l'exclusion et adopter deux façons d'en rendre compte : celui des exclus face à une société de rejet, celui des *entrants* face à une société d'accueil. Exclu signifie en effet "enfermé dehors" du point de vue de celui qui exclut. Elle est donc la somme d'un double parcours, celui que l'on dit exclu qui peut utiliser les moyens mobilisés pour lui, mais également celui de la société qui doit rester ouverte, à l'écoute et faire la place.

Mais il ne faut pas manquer de s'interroger sur ce concept rebattu, vide de sens à trop en connoter, qui fonde le critère de bien des réflexions et interventions, notamment dans l'action publique, mais également dans celle des associations ou acteurs locaux.

L'exclusion se pense toujours sous la forme d'un discours sur la sociabilité, envisagé de façon radicalement différent selon les réflexions. Si le terme d'exclusion apparaît récemment de façon récurrente, la situation a toujours existé, qu'on l'appelle exil, proscription, bannissement, ghetto ou parias....., certains membres de la société ont toujours eu un statut à part, souvent traité par la charité sans que s'en mêle directement

la société, mais toujours, comme le rappelle Grafmeyer<sup>33</sup>, la ségrégation est à la fois “*un fait social de mise à distance et une séparation physique*”.

La cité grecque elle-même avait ses exclus, femmes, étrangers ou esclaves.

On peut ainsi retrouver l'évolution des regards portés sur l'exclusion au fil des auteurs qui l'ont pensée, comme le montre Martine Xiberras dans *Les théories de l'exclusion*<sup>34</sup>.

Les théories de la sociologie de l'école de Chicago l'ont abordée à travers les formes de décomposition sociale, d'anomie, de recherche d'équilibre et d'assimilation; Goffman<sup>35</sup>, à travers l'idée que *stigmatisés* et *normaux* ne sont pas des individus mais des points de vue, qui reconstruisent dans leur univers clos, des règles de fonctionnement.

Au début des années 70, la notion d'exclusion apparaît en tant que catégorie sociale, dans l'ouvrage de R. Lenoir *Les exclus*<sup>36</sup>; elle concerne alors selon lui, des populations repérables, oubliées presque par mégarde par la croissance. En ce sens, elle ne traite ni du sens ni de la part culturelle de l'exclusion, mais établit plutôt une liste hétérogène en termes de catégorisations : les handicapés, personnes âgées, parents isolés, suicidaires, jeunes en difficulté, toxicomanes, etc...

Peu à peu, au fil des années 80, dans une toute autre analyse, se fait jour un aspect de l'exclusion, plus large et davantage assumé par la société, presque délibéré face aux exigences de la loi du marché, tel que le démontre R. Castel dans *Les métamorphoses de la question sociale*<sup>37</sup>: celui des personnes qui ne sont plus adaptées aux nouvelles exigences du marché, les sans-qualification, les trop-lents, les pas-assez-performants, les sur-endettés, les nouveaux pauvres....

Mais selon l'auteur, l'exclusion ne porte pas tant sur les rapports au lieu de travail que sur le rapport au lieu d'habitation, les clivages sociaux se marquent sur le territoire bien plus que dans l'entreprise. “*Entre les mailles du réseau qui relie les technopoles, le reste du territoire paraît enclavé, sous-développé économiquement, dégradé spatialement, servant de réceptacle à une population déqualifiée, vouée au sous-*

---

33 Grafmeyer Y. 1995 p 39

34 Xiberras M. 1993

35 Goffman E. ,1963 *Stigmate* ou encore 1961 *Asiles*.

36 Lenoir R. 1974

37 Castel R. 1995

*emploi*".<sup>38</sup> On a vu que, sans être erronée, cette analyse peut être nuancée.

Selon R. Castel<sup>39</sup>, l'exclusion est le résultat de la dégradation du monde du travail salarié dans une société posant comme repère majeur les rapports économiques et de marché, à laquelle s'ajoutent des phénomènes d'urbanisation et d'individualisation qui ne permettent plus les solidarités d'autrefois (familiales, professionnelles, villageoises, etc).

Les exclus d'aujourd'hui forment un nouveau public souvent différent de la cible *classique* de l'action sociale, ni cas sociaux, ni inaptes, quelquefois seulement "*surnuméraires*" car ils n'ont simplement pas de place. Une place perdue selon un processus, une trajectoire : c'est dans cette perspective selon Castel, que doit être pensée la lutte contre l'exclusion, c'est-à-dire en se gardant de fixer le concept dans un état, dans un statut quand il s'agit d'un processus. A la notion trop *molle* d'exclusion, il préfère de ce fait, celle de "*désaffiliation*" qui donne à voir le parcours et la dissociation du lien social, issue de la précarité du travail qu'il additionne par ailleurs, à une vulnérabilité relationnelle.

Pour Jacques Donzelot<sup>40</sup>, aujourd'hui l'exclusion est la question politique centrale. Les nouveaux clivages sont dans la ville et non plus dans l'entreprise, mais il manque selon lui, pour penser cette question, la dimension du conflit (qui est toujours une tentative pour établir un lien social) : dans la société aujourd'hui, ce n'est plus un face à face, mais un côte à côte, la question sociale s'est "*déplacée*" du conflit de classes à celle de l'exclusion. Une partie de la société est devenue indifférente à l'autre, d'où le retour de la charité (Abbé Pierre, restos du coeur, etc).

En effet, vieux, jeunes, familles monoparentales ou nombreuses, immigrés, clandestins ou autres dits *exclus* ne se regroupent plus pour former des mouvements sociaux comme on le voyait dans les précédentes décennies. Il n'y a plus de projet, porté par une révolte, dans l'espoir d'un changement de société vers plus de justice; il est vrai que ne semble subsister que l'horizon d'une insertion minimale à tout prix, serait-ce au prix d'un CES, d'un stage ou toute autre activité ou emploi précaire, actuellement vécus comme *chance* ou buts à atteindre, alors que ces dispositifs ont été conçus au départ, comme des paliers vers l'insertion sociale.

---

<sup>38</sup> Castel R. op. cit.

<sup>39</sup> Castel R., op. cit.

<sup>40</sup> Donzelot 1991

Mais si Donzelot convient que l'enjeu est politique et dans la symbolisation "*des contours d'un espace politique d'appartenance*", il ne parle pas précisément du rôle que la culture pourrait y tenir.

Grafmeyer<sup>41</sup> l'aborde davantage puisqu'il dit que dans certains quartiers, "*les difficultés d'intégration (économiques, sociales, culturelles) finissent par constituer le principal dénominateur commun*", mais dans une perspective fonctionnaliste, qui n'est pas celle que nous reprendrons.

Enfin d'autres réflexions s'étonnent des analyses qui ne voient dans les quartiers en difficulté que le *vide social* alors qu'il faudrait y lire les recompositions d'autres morphologies sociales<sup>42</sup>. En effet, dans ce que l'on appelle aujourd'hui les phénomènes d'exclusion se cache une réalité plus riche et plus complexe qu'il convient d'aller observer, à travers toute une culture du quotidien, de l'ordinaire. Cette question doit être rapprochée de ce que nous étudierons plus avant à travers les formes de l'interculturalité et par ailleurs, l'accès aux droits et la place de l'habitant dans la politique de la ville.

Les manifestations des exclusions peuvent donc être économiques (chômage, précarité, pauvreté), sociales (racisme, individualisme), mais aussi culturelles (rejet de pratiques *autres*, croissance de la complexité du monde contemporain qui peut devenir inaccessible, domination de l'écrit sur l'oral). De ce fait, l'exclusion peut entraîner le repli sur soi ou sur des formes de marginalité. Elle peut être en effet quelquefois, non le fait des autres, mais du sujet lui-même lorsqu'elle revendiquée comme statut identitaire (nous y reviendrons).

Mais la notion continue de se modifier avec la crise de la société: par exemple avec *les chômeurs*; en ne pouvant plus se permettre de désigner un ensemble d'exclus en inflation qui concernerait une part trop grande de la population, la notion se déplace vers un nouveau sous-ensemble, *les chômeurs de longue durée*, qui seraient davantage exclus que les autres (?).

Le phénomène devient alors difficile à délimiter en face du champ des possibles, on voit bien que la notion est évolutive et se déplace, ici avec les lignes de fracture sociale, mais surtout qu'elle est affaire de représentation.

---

<sup>41</sup> Grafmeyer op. cit. p 37

<sup>42</sup> Dubet, Grafmeyer, Wieviorka, cf bibliographie

Il faut en outre remarquer que certains que l'on nomme exclus ont leur propre forme d'intégration, qui n'est quelquefois pas celle de la société nationale. On connaît par exemple, le cas des Maghrébins de Marseille qui ont un usage des espaces et des logiques très différentes, dans lesquelles ils fonctionnent à travers des réseaux familiaux transnationaux. Les revenus, les échanges, les affects mêmes y sont en effet expédiés outre-mer et non consommés sur place par ceux qui paraissent exclus de la société française, mal logés, mal socialisés, mais qui ont simplement une forme d'intégration dans un ailleurs et un autrement, comme une forme de résistance à leur non-intégration à la société française.

Martine Xiberras décrit également l'exclusion comme le sentiment d'une différence (subie ou revendiquée), construite autour de valeurs : religieuses (intégrisme), politiques (terrorisme), paradoxales comme celle de liberté (ghetto, toxicomanie) ou officielles, comme le droit au travail, à l'école (chômage, échec scolaire..). "*C'est au nom de leurs valeurs, de l'irrecevabilité de leurs idées ou de leurs représentations du monde, que ces personnes sont exclues*"<sup>43</sup>. C'est alors le regard porté sur soi ou sur les autres qui est l'une des questions centrales de ce qui est désigné par exclusion, mais l'approche de cet auteur ne met pas pour autant à distance le concept même d'exclusion.

Qu'en est-il alors de l'exclusion? qui ne serait pas *dans* la société? ceux que l'on essaie de contenir dans les marges, de sortir des centres-villes (cf les lois *anti-mendicité* actuelles qui ne font que renforcer le phénomène) ne feraient-ils pas partie de la société? Existerait-il une exclusion non sociale ? non fabriquée ? L'exclusion doit-elle être construite par un discours et des pratiques la concrétisant en objet d'étude, de réflexion ou de cible pour des politiques ?

Affirmons alors que l'exclusion n'est que représentation, puisque nous sommes tous ensemble *dedans*, même si sans doute nous n'y sommes pas tous à la même place .... disons que le concept est bien pratique pour mettre de côté, à part, au ban (dans les lieux du bannissement, les ban-lieues notamment), une question embarrassante....et qu'il conviendrait sans doute de penser plus globalement les rapports d'appartenance de tous à la société, au lieu d'une réflexion sur une supposée réalité, construite et confortée chaque fois davantage, par les discours et les pratiques se proposant de l'éradiquer. Si un changement de regard est nécessaire, c'est surtout celui des non-exclus dont il est question.

De fait, la crise de l'économie a entraîné la crise de l'intégration. Dans la prégnance des lois du marché sur toute réflexion, le modèle idéologique dominant reste fondé sur le

<sup>43</sup> Xiberras M. 1993

rapport intégration / exclusion. Il continue de se penser en termes fonctionnalistes par le fait de conduire des populations vers des pratiques sociales auxquelles s'ajoute un qualificatif (santé, logement, emploi), qui correspondent à des interventions spécialisées, par la recherche *pour eux*, et à leur place, de l'appropriation de statuts et rôles facilitant l'inclusion dans des systèmes sociaux. Là en réalité, le système de l'intégration fabrique de la norme, ou exclut; les exclus ou les minoritaires ne sont pensés que par leur écart à la norme, par leur pathologie ou leur misère.

Dans cette optique, pour s'intégrer, l'individu doit acquérir des compétences, des savoir-faire, et aussi des savoir-être. Ce qui importe serait sans doute de *savoir être avec*.

En effet, en considérant qu'il existe des exclus qui peuvent être définis, circonscrits, localisés, la seule réponse apportée à ce jour, se traduit par l'intégration, par des dispositifs de lutte contre l'exclusion, mais sans penser le concept de sujet (qui intègre fondamentalement l'autre) ni le rapport complexe et fondamental de la singularité au collectif. Ainsi la problématique de l'exclusion "*peut faire obstacle à l'analyse si elle devient une fin en soi*"<sup>44</sup> et risque d'imposer une norme de vie à d'autres qui, à aucun moment, ne la reconnaissent pour leur. Par le seul fait de considérer certains comme exclus (encore une fois, de quoi?), cette logique dénie le sujet et considère que certains ne seraient plus d'*autres* pour soi, que certains ne seraient pas des sujets mais seulement des exclus, puisque la logique de l'exclusion est là pour rompre la logique de la specularité (ne pouvant me reconnaître dans un exclu, je ne le considère pas comme un sujet). C'est pourquoi il faut sortir de cette logique, il n'y a pas de *bonne* logique de l'exclusion.

Si on désolidarise la réflexion sur l'exclusion d'un rapport au symbolique, aux représentations du sentiment d'appartenance, si l'on s'en tient à des tentatives en direction de l'économique et du social qui ont souvent renforcé le processus exclusif, il y a risque que le sujet individuel ne puisse s'articuler à l'être social dans la continuité de son identité et de ses représentations. Il faut que la société où il vit puisse être espace de droit, de désir, d'identification et d'appropriation, de communication et d'échange, qu'il en soit fier et désire s'y impliquer.

Sans cela, la logique de l'intégration conduit à une logique de clôture de la socialisation fermée sur elle-même, une logique qui empêche la construction d'une politique représentative de tous.

Nous pensons qu'à cette place peut intervenir une logique culturelle (celle des

<sup>44</sup> Grafmeyer op. cit. p 87

représentations symboliques de l'appartenance et du lien social, dans laquelle l'autre est quelqu'un pour soi) qui, mettant à distance le modèle fonctionnaliste exclusion/intégration qui reste celui des politiques publiques (la politique de la ville et d'autres), peut donner du sens au modèle de la cité.

C'est-à-dire qu'une telle logique pourrait également permettre de réactiver la notion de sujet dans ses dimensions historiques et politiques, en tant qu'acteur responsable de son histoire.

## **22 - L'accès aux codes, le rapport au sens**

Nous venons de le voir, l'exclusion peut être symbolique, lorsqu'il y a rupture du lien social, des représentations communes ou du sens.

Pour se sentir citoyen, il faut non seulement s'être approprié un espace, des valeurs, une culture, mais également en avoir conscience et exercer les droits afférents qui donnent le statut d'acteur social. De ce fait, la méconnaissance de l'appartenance constitue aussi une forme d'exclusion.

Au contraire, en étant porteur et responsable de son appartenance à la collectivité, en l'assumant, on devient alors capable de la transmettre à son tour, on tisse ainsi du lien social.

C'est donc la compréhension qu'a le sujet de son environnement social, politique, spatial et culturel, qui débouche sur des règles et des valeurs communes, et permet de constituer des biens et des espaces publics. Le sujet devient alors acteur d'une société dont il peut intérioriser et relayer les normes.

On a vu qu'en ville, le sentiment de non-appartenance peut se manifester lorsque les formes urbaines ne sont pas lisibles et demeurent non-interprétables, dépourvues de sens, du fait d'un nonaccès aux codes indispensables à leur appréhension.

Alors qu'autrefois la ville était le lieu où les personnes pouvaient plus facilement qu'en milieu rural, trouver tous les services dont elles avaient besoin, l'espace urbain s'inscrit aujourd'hui dans une culture de la rapidité et de la mobilité, qui se prête avec difficulté aux handicapés, personnes âgées et à toute personne incapable de se déplacer ou de réagir rapidement face aux signes que lui envoie la ville. Là se marquent les différences sociales et culturelles, là se ressentent des sentiments d'exclusion.

C'est dans une médiation symbolique, un rapport à la compréhension et au savoir, concept qui contient la conjugaison des mémoires individuelles -elles-mêmes garantes d'une continuité et fondatrices de l'identité du sujet- que peut s'effectuer le dépassement du système clos de l'exclusion / intégration, que peut se tisser de l'appartenance et du lien social entre des sujets qui comprennent la ville à laquelle ils appartiennent, y assument une place de citoyens et se reconnaissent les uns les autres.

En effet, le manque de sens d'un espace physique ou symbolique, peut provenir aussi du déficit d'espaces publics et du sentiment d'appartenance à un espace collectif. Comme le souligne l'architecte Henri Gaudin, "*nous ne pouvons nous identifier à ce qui n'appartient qu'exclusivement à l'autre et l'intervalle entre eux (les bâtiments) et dans lequel nous marchons n'a pas de sens. Nous sommes dehors reclus*"<sup>45</sup>.

Le manque de sens enfin se lit aussi dans une société qui ne tient pas compte de l'expérience des autres, laquelle, du coup ne signifie rien et réduit au silence ou conduit au passage à l'acte. Le sens est forcément donné par la parole accordée ou non, puis écoutée et prise en considération.

### **23 - Sans nom et sans Histoire, le rapport à l'espace et au temps**

Les signes tracés dans la ville doivent non seulement constituer pour chaque citoyen, une résille de sens appréhendable et appropriable, mais aussi faire cohérence avec sa propre histoire dans une continuité. Cette médiation à l'histoire se fonde dans une culture, car, pour reprendre Régis Debray, "*ce qu'on appelle une culture (...) est la survie d'un passé dans un présent*"<sup>46</sup>

D'où la question de la mémoire -quand elle est individuelle- , de l'Histoire -quand elle est collective- et des points d'ancrage que chacun devrait pouvoir être à même de trouver dans son environnement pour s'en approprier les valeurs et les normes.

C'est ainsi que certains lieux nous *parlent*, nous émeuvent, ou ne signifient rien pour chacun de nous. C'est ainsi que l'on se sent étranger, exclu, dans un espace dont on ne peut s'approprier l'histoire. Il devient un lieu hors des logiques de sens, n'est pas intelligible, un lieu que l'on ne nomme même pas, (quand on sait que tout ce qui nomme fonde). On devient *jeune des quartiers* faute de se reconnaître dans une ville qui porte un nom.

---

<sup>45</sup> "*Seuil et totem*" in Joseph I. 1995

<sup>46</sup> Debray 1996 in revue *Travail médiologique*

Quelquefois, on devient *jeune de la Savine*, de Monclar, des Minguettes, comme un signe d'appartenance construit en attitude de défense ou de réaction à la ville-centre. Dans ce cas là, comme le dit Roncayolo, *"la territorialité a tendance à s'identifier à l'enracinement car le marquage collectif a perdu sa valeur"*<sup>47</sup>. On assiste alors à une revendication identitaire défensive, construite autour du territoire de proximité ou autour d'autres valeurs exclusives telles que l'ethnicité, revendications affichées non comme ancrages identitaires supports à la socialisation, mais comme espaces de repli.

*"Si les seuls lieux à vivre sont la cellule, le couloir de caves et le palier, sortis desquels on est happé par des espaces qui n'ont d'autre raison que d'être délaissés, libres entre les immeubles, viduité qu'aucune pensée n'a modelée et qui n'est que l'espacement d'immeubles jetés pêle-mêle, alors dehors et dedans s'excluent et le dehors n'étant rien d'autre qu'un espace de fuite, ne reste pour toute habitation que ce qui nous retient dans son étanchéité vis-à-vis d'un dehors hostile"*<sup>48</sup>.

Cette forme de repli exclusif est donc le fait du manque d'un sentiment de continuité et de reconnaissance dans l'espace public. Le sujet y est écartelé entre ses multiples appartenances, sans possibilité de les articuler au sein d'une culture citadine et citoyenne appropriable. Le sujet ne pouvant s'inscrire non plus dans le temps, à cause d'une mémoire fragmentée et d'un savoir non accessible, il ne peut accéder à l'appropriation de son histoire ni, de ce fait, à la possibilité d'une projection dans l'avenir, d'un projet, d'une pro-motion. Il a tendance alors à se replier sur l'une de ses appartenances qui lui paraît la plus immédiatement compréhensible (l'ethnie ou le quartier), à la revendiquer, sans parvenir à s'inscrire dans un univers plus vaste et plus collectif -la ville- auquel de ce fait il ne se sent pas appartenir et n'y tient pas la place d'un citoyen. Dans ce cas là, l'identité vient en travers du collectif.

*"C'est pour cela que nous sommes dans les villes. Pour nous garder du chaos et de la claustration. (...) Et aussi elles sont là pour nous garder de faire de l'identité une religion du sujet, car l'hospitalité ne nous sera donnée qu'incertainement après que nous aurons traversé de grands océans, et tiré des bords autour de nos invisibles bouées"*<sup>49</sup>.

C'est bien le sujet qu'il faut réhabiliter dans sa dimension ni réductible à un individu, à des rôles ou à des fonctions, ni à ses intérêts, ni à sa singularité, mais dans

---

47 Roncayolo 1990 p 213

48 Henri Gaudin in Joseph I., op cit

49 Henri Gaudin in op cit

l'acceptation de sa distance critique, au sein d'une articulation démocratique plus collective, capable de nommer par leur nom, de reconnaître et d'accueillir les différences, tout en les reconnaissant dans l'espace public.

## **24 - La rupture des médiations**

L'exclusion est donc le processus qui ne permet plus que se conjugue le rapport singulier/ particulier / collectif, une rupture des médiations entre plusieurs références qui peuvent entrer en concurrence.

Y compris si le sujet est ancré dans une certaine sociabilité de proximité, s'il n'a pas en plus, la conscience d'appartenir à un collectif plus large, il ne s'inscrit pas dans ce qu'on appelle *le lien social*. Dans ce cas là, le sujet ne se sent pas chez lui, les autres ne font pas partie de son monde, ou encore il ne s'approprie qu'une partie du territoire sans conscience de faire partie d'un tout qui l'englobe. Il est éventuellement inséré dans un dispositif sans être pour autant reconnu dans sa singularité et sa ressemblance.

C'est la contradiction de la ville qui est par ailleurs espace de circulation, et cet absurde est fondateur de la ville, comme fait social et tension. La ville n'en finit pas de penser cette contradiction. Comment reconnaître à l'autre des valeurs qui lui sont propres en pouvant les accueillir dans une société cohérente aux références communes ?

A ce titre, dans ce rapport au politique et au symbolique, la culture urbaine s'inscrit précisément comme médiation et projet contre les exclusions, car la ville, interrogeant toujours quelque chose du sujet (dans son rapport à l'Histoire et sa relation à autrui) est l'espace qui cristallise ces questions.

### 3 - LA MEDIATION CULTURELLE

#### 31 - Le concept de médiation

Notre civilisation est essentiellement urbaine, dans une société où se complexifient les rapports entre les hommes et les espaces, où se perd l'identité. La ville se pense toujours en termes de conflits, de tensions, pour l'affirmation de l'appartenance, d'où la nécessité de trouver de nouvelles formes de médiation.

Bien sûr notre recherche s'interroge sur les formes de médiations institutionnelles et politiques plus que sur la médiation symbolique qui concerne le sujet singulier. Nous nous arrêterons toutefois un moment sur l'élaboration des processus psychiques, pour mettre l'accent sur l'apparition de cette médiation fondamentale, celle du langage, inaugurée par la fonction paternelle qui permet de comprendre la place du symbolique dans la constitution du sujet.

Premier instant d'accès au symbolique et de constitution du sujet par le langage, ouverture vers la socialité et les autres, la médiation symbolique intéresse depuis toujours les psychanalystes. On peut faire avec eux, ce détour théorique pour mieux aborder ce concept. *"Le moment où le désir s'humanise est aussi celui où l'enfant naît au langage"*<sup>50</sup>

Originellement, dans la relation de l'enfant à la mère, il y a confusion encore entre soi et l'autre, la relation est toujours fusionnelle, le désir de l'enfant assujéti au désir de la mère.

Mais *"là où était le Ça, le Je doit advenir"*<sup>51</sup>, et c'est de la rencontre avec le père que se brise cette première entité fusionnelle, que s'opère la différenciation enfant/mère. La médiation paternelle s'introduit dans ce rapport étroit.

---

<sup>50</sup> Lacan 1966

<sup>51</sup> Freud

L'enjeu du moment, dans le *complexe d'Oedipe*, oblige l'enfant à ce renoncement fondamental et constitutif, par le phantasme de castration, manque symbolique de l'objet imaginaire, qui renvoie à *l'interdit de l'inceste*. L'enfant passe de "*l'état d'union avec la mère, à l'état où il est en relation avec elle, en tant que quelque chose d'extérieur et séparé*"<sup>52</sup>.

C'est la découverte première de l'autre et la loi du père, grâce auxquelles le sujet peut définir ses contours, admettre que les autres existent hors de lui, comme sujets de désir autonomes, indépendants de lui.

Par l'interdit de l'inceste, référence symbolique par excellence, l'individu est confronté à la symbolisation de la loi et convoqué face à l'*autre*, devenu désormais *les autres*. La référence au tiers permet en effet de penser la rupture, penser, c'est-à-dire mettre à distance.

C'est en prenant appui sur les autres qu'il pourra se constituer comme entité singulière et indépendante, en référence à l'autre ou contre l'autre, l'autre bienfaiteur ou persécuteur, avec lequel s'engage soit la lutte soit le contrat.

L'interdit de l'inceste constitue ainsi le garant de la structure sociale, le fondement de l'existence des règles de vie en société, de la loi. En délimitant le champ des possibles et des interdits, il permet l'intériorisation d'une morale interdictrice et protectrice, et ouvre la voie à la socialisation. Il est le véritable carrefour où viendra s'inscrire toute la socialité des êtres parlants : la partition des sexes, la différence des générations, bref toute la mise en ordre symbolique du monde.

Dès lors, quelle autre alternative pour le désir? pour cette immense vague refoulée? "*Le désir n'a d'autre issue que de se faire parole en se déployant dans une demande*"<sup>53</sup>, il se voit imposer la médiation du langage, médiation culturelle s'il en est, aliéné à ce recours obligatoire au symbolique.

Il en demeurera toujours insatisfait, ayant à dévider sans aucune cesse, puisque toujours fondamentalement dans un ailleurs, à côté du signifiant qui le symbolise. "*Le drame du Sujet, dans le verbe, c'est qu'il y fait l'épreuve de son manque à être*"<sup>54</sup>, puisqu'il n'y est que représenté.

---

<sup>52</sup> Winnicott 1971

<sup>53</sup> Dor 1985, p 121

<sup>54</sup> Lacan 1966

C'est ainsi qu'il s'inscrit dans la voie de la métonymie, contraint d'exprimer la partie pour le tout, sujet désirant au prix d'une aliénation au langage.

La relation désormais médiatisée par le symbole, ouvre, entre le sujet et le monde, un espace, celui du social, en même temps qu'elle construit l'identité du sujet, qui de ce fait, a une histoire, la sienne.

L'accès au symbolique se fait par la distanciation, il met un terme au monde de l'imaginaire, im-médiat, pour hisser l'individu vers un monde à présent social et culturel. "*L'homme parle donc mais c'est parce que le symbole l'a fait homme*"<sup>55</sup>.

La médiation symbolique est de ce fait fondamentalement le lieu de l'autre. Elle s'élabore à l'articulation du réel et du symbolique, face à l'arbitraire du signe, donc à la nécessaire interprétation et fait pénétrer l'individu dans la communauté humaine, les autres.

Dans la construction de cette identité sociale, l'homme sera désormais toujours convoqué au seuil instable de son autonomie et de son essentielle aliénation. Aliénation qui lui rappelle la tolérance, par la nécessité de reconnaître le pouvoir de l'autre pour exercer sa propre liberté, et en même temps, la restriction de cette même liberté, à la fois censure et garantie des rapports sociaux, le *contrat social*.

La médiation est donc cette dialectique, à la fois quelque chose qui sépare et qui réunit : médiation symbolique qui interroge les rapports d'un sujet avec les autres, dans un espace fondé par le langage, médiation institutionnelle quand elle est délégation de parole, dimension sociale qui rappelle aux hommes leur appartenance à la société.

Élément constitutif du rapport avec soi et du rapport avec l'autre, la médiation permet de rétablir une continuité dans une identité fragmentée. Continuité qui s'entend dans l'espace, comme une évidence de l'autre qui se manifeste là, dans cette relation construite par la communication et fondamentalement par du symbolique, continuité aussi dans le temps, rapport qui structure tout individu par une mémoire, elle-même filtre qui donne sens à son histoire.

La médiation qui fonde et distancie, permet ainsi de penser le rapport d'extériorité, d'échange symbolique.

Cette médiation peut prendre forme dans la culture, dimension qui permet aux hommes de s'appropriier un lieu, une mémoire, de s'inscrire dans une Histoire, d'en

<sup>55</sup> Lacan 1966

être l'un des acteurs, et par là-même qui leur offre la possibilité de se projeter dans un avenir.

Par ailleurs, dans le champ des politiques publiques, la fonction de médiation, qui peu à peu s'instaure en nouvelle profession du champ urbain en posant de multiples questions, peut oeuvrer vers le développement et l'autonomie des citoyens, elle peut encourager la conscience des habitants et favoriser leur confrontation dynamique à travers des processus d'apprentissage ou d'acculturation.

Dans des processus d'élaboration conjointe entre Institutions et habitants, elle permet d'aider à l'émergence et la construction de la demande sociale des citoyens, puis à sa formalisation, conditions d'expression qui permettent qu'elle soit prise en compte dans le débat public (nous y reviendrons dans le chapitre consacré aux politiques urbaines).

La médiation peut de la même façon, s'inscrire dans les rapports entre les partenaires, dans leur coopération et leur aptitude à construire une réflexion transversale, ce qui est souvent l'occasion d'un enjeu des politiques interministérielles, telles la politique de la ville.

La culture, médiation qui construit la relation entre le sujet et la communauté, permet donc à des échelles très différentes, de considérer comme fondamentale la place de l'autre, et de tenter avec lui, par cette médiation, des échanges, une connaissance commune et une reconnaissance réciproque, afin, le cas échéant, de construire ensemble un projet.

## **32 - La culture contre la logique de l'intégration**

La culture a la caractéristique de représenter tout à la fois, l'ensemble des formes, des objets, des activités, des manières de dire et de faire issus de notre rapport au monde, l'ensemble des représentations et des conduites par lesquelles nous comprenons, corrigeons et maîtrisons notre environnement social. Dans notre réflexion, elle rend compte par conséquent, de la façon dont les politiques urbaines se saisissent de la question de l'exclusion ou du lien social.

Il reste toutefois difficile de définir la culture tant elle contient de globalité, et définit tout ce qui est humain et pourvu de signification, tout ce qui représente la sociabilité en opposition à la nature.

Rappelons à ce propos, que *culture* vient du latin *coleo, colere, cultum*, qui donnera à la fois, *la culture* au sens d'un travail sur de la matière pour la faire pousser et produire, et *le culte*, à savoir l'adoration en commun des mêmes dieux, le partage des mêmes représentations.

Par ailleurs, la polysémie du mot *culture* comprend plusieurs approches : la culture au sens anthropologique qui représente l'ensemble des valeurs, patrimoines, pratiques, modes de vie et de pensée spécifiques à une société et à une époque, et toujours en transformation, et la culture au sens artistique, ensemble des activités relevant du domaine des arts au sens le plus large.

Elle est donc fondamentalement un ensemble de représentations et permet que des pratiques, des usages et plus globalement toutes les formes d'échanges humains, se voient donner une signification et favorisent l'appropriation par le sujet, de valeurs collectives.

Elle permet ainsi d'articuler les représentations individuelles des sujets avec la vie sociale. A la fois produit du groupe et agissant sur le groupe, dans un double mouvement elle construit en même temps qu'elle est construite.

Si on ne veut la réduire à des dispositifs reproduisant les inégalités, la culture doit pouvoir s'envisager, comme l'explique Jean Caune<sup>56</sup>, autrement que comme une simple forme d'expression, autrement que comme le seul produit d'un individu (il faut qu'il y ait appropriation) et autrement enfin qu'une seule représentation indépendante et extérieure à ceux qui la vivent.

Ensemble des activités qui articulent les représentations de la société, le sentiment d'appartenance et le lien social, elle doit être à tous et n'appartenir à personne. Elle représente de ce fait l'indistinction et la sociabilité, et un certain rapport à l'universel.

La logique de l'intégration voudrait *digérer* chacun sans lui reconnaître une place, sans entendre sa différence, en désocialisant et décontextualisant son expérience, et l'obliger à "*employer les mots des dominants pour parler de lui*"<sup>57</sup>, mais surtout, elle entend offrir des solutions aux questions rarement débattues de l'appartenance à la cité et de des représentations symboliques qui la véhiculent.

Face à une logique de l'intégration qui travaille à rétablir des fonctionnalités dans la ville, notamment celles liées à la fatalité de la loi économique, face à la séparation des

---

<sup>56</sup> Caune J. 1995

<sup>57</sup> Dominique Wolton, *La gauche face aux exclus*, in Touraine 1995

différentes fonctions urbaines, la culture peut intervenir dans une dimension autre, transversale, symbolique et non fonctionnelle, mais fondamentalement constructive de la place du sujet dans la ville. Par les formes qu'elle prend ou ignore, dans ce qu'elle donne à voir de l'appartenance de tous, la culture peut générer du lien social, si chacun se sent représenté dans la cité, au sein d'un collectif auquel il peut appartenir hors de sa différence. A ce titre, nous pouvons dire qu'elle se pense dans l'indistinction, contre la logique de l'intégration.

Elle peut et doit se situer dans un ailleurs, non défini par des territoires, des quartiers, des populations-cibles, des fonctions, elle doit être pour tous et partout dans la vie publique dont nous sommes les auteurs et les acteurs.

### **321 - L'indistinction ou la culture comme représentation de l'appartenance sociale**

Dans l'acception qui nous intéresse, la culture est donc la dimension qui cimente l'articulation du singulier et du collectif, car il ne suffit pas d'appartenir à une société, il faut en avoir la conscience et partager cette collectivité avec ses autres membres. Elle est donc cette dialectique entre une histoire singulière, des appartenances spécifiques et une indistinction dans laquelle tout le monde a le même statut, reconnu par tous et par chacun, celui de *membre*.

Dans la ville espace politique, l'appartenance se définit en termes symboliques, en termes d'échanges et de droits (droit de cité), ce n'est pas parce que l'on fait partie de la cité que l'on vote, c'est parce que l'on vote qu'on en fait partie. En effet, l'appartenance se fonde sur la citoyenneté : en plus des formes de sociabilité qu'elle suppose, à travers le travail, la famille, l'accès à l'espace public, l'appartenance sociale inclue le rapport de légitimité que le sujet entretient avec les institutions. Or la place que la société ou les institutions elles-mêmes vont accorder au sujet, le droit de vote, le droit à la santé, l'accès au savoir, sont codifiés dans des politiques, à travers des choix que l'on peut dire politiques mais aussi culturels.

On peut donc dire que la dimension culturelle de la ville doit se comprendre comme le lieu de l'indistinction (il n'y s'agit pas de soi, mais d'un *nous* ) et de ce fait, elle doit en garantir les représentations symboliques. Les pratiques culturelles constituent des médiations de la socialisation urbaine à travers les représentations symboliques du sentiment d'appartenance à un territoire, elles sont ainsi avec d'autres pratiques (professionnelles ou politiques) constitutives de l'identité urbaine.

Pour les politiques publiques, la culture devrait constituer un enjeu stratégique de développement de démocratie et de citoyenneté, dans le sens où les formes et les pratiques culturelles permettent l'appropriation de formes collectives par des sujets, notamment à travers un savoir, une histoire mais aussi par la possibilité de se projeter, et par là, elle marque l'appartenance de ceux-ci à la société.

Par ailleurs, comme toute médiation, la culture contient en elle une dialectique fondamentale : c'est un rapport singulier d'appartenance (ou de non appartenance) et en même temps, nous l'avons dit, un rapport collectif d'indistinction (cette culture appartient à tout le monde et donc à personne en particulier). Dans sa dimension spécifique, la culture permet cette articulation entre "se confondre" et "se singulariser".

Elle conduit donc à produire deux instances de l'appartenance : l'appartenance à la ville comme espace indifférencié d'intégration, et une culture particulière, comme espace d'ancrage. Cette double dimension est à poser dans le lieu du politique et sa complexité se joue chaque jour dans la société.

Perla Korozec-Serfaty<sup>58</sup> analyse à ce propos l'expérience de la ville de Montréal, comme un espace où la visibilité sociale des spécificités culturelles est revendiquée et favorisée. Elle explique comment, au contraire de la tradition française "*qui fait de la passion civique le fondement du lien social et de l'assimilation culturelle et politique de l'étranger, par un territoire abstrait commun, dont la tradition spatiale est la place publique*", Montréal légitime les demandes de marquage culturel des territoires, la célébration des origines, la diversité des cultures. La tradition du Canada dans son ouverture aux autres et à l'immigration, s'expose ainsi très fortement tout au long du boulevard Saint-Laurent, "*symbole montréalais par excellence de la pluri-ethnicité*", dans l'aménagement du paysage urbain. On y trouve ainsi dans le quartier indien, un parc Gandhi, un parc Nelson Mandela pour la communauté africaine, le parc du Portugal aux fontaines ornées d'*azuleiros*, et une place des Amériques. Sans trop nous attarder sur cet exemple, il faut noter que l'intention montréalaise est également plus largement de connoter et *signifier* la paix, comme on le voit dans le choix des personnalités mises à l'honneur.

A partir d'une intention louable, la cohabitation pacifique et la valorisation des communautés culturelles, P.Korosec-Serfaty explique que l'aménagement de ces territoires, mettant en scène les origines (ethniques) ou le citoyen ordinaire (les femmes, les ouvriers) pour lutter contre une certaine amnésie sociale, finissent par "*ethniciser*" le paysage urbain, en accentuant le caractère déjà fortement marqué des quartiers. "*Il en résulte une vision du paysage urbain comme expression des diverses*

<sup>58</sup> in Joseph 1995

*affirmations identitaires, et une acceptation de la fragmentation et de l'hétérogénéité qui l'accompagnent (...) dans une approche démocratique qui exacerbe la valorisation de la personne individuelle et donc de ses origines ethniques comme ancrage de son identité de citoyen*". Elle pose alors la question de savoir comment relier cette démarche à une "entreprise de construction de la citoyenneté urbaine" et affirme que Montréal ne pourra faire l'économie, face à la succession des espaces particuliers, d'une réflexion sur la citoyenneté commune.

Comme on le voit à travers cet exemple, l'exclusion sociale peut donc se situer dans l'impossibilité de la circulation des hommes entre leurs multiples appartenances quand elles ne trouvent pas leur fondement dans un espace public commun et indifférent aux origines, dans une culture commune et non particulière.

Ainsi la gestion de l'exclusion ou d'une politique culturelle se pensent en fonction des représentations que l'on a de la ville. Le traitement urbain de l'exclusion est significatif de la représentation que l'on a de la ville, et l'on peut dire qu'exclusion et ville sont des façons contemporaines de poser le problème du politique, c'est-à-dire comment conjuguer le citoyen et le citoyen.

La culture pose de ce fait le problème du choix politique entre énoncer la priorité du lien social et énoncer la priorité de la liberté et de l'autonomie des sujets qui en font partie. On peut penser ce choix dans les deux façons de concevoir la ville que l'on retrouve dans les origines étymologiques : *πολις*, en grec, qui fonde la ville par les institutions, et *civitas* en latin, qui, à partir des citoyens qui la composent et qui se reconnaissent entre eux (*civis* désignant à la fois le citoyen et le concitoyen), pense la cité comme un ensemble de citoyens. Ainsi la logique intégrative de l'indistinction vient contre celle du primat de l'appartenance qui génère l'exclusion.

Même si bien sûr les intégrations et appartenances plurielles obligent les choix en matière culturelle à travailler à la fois dans les deux sens du singulier et du collectif, et à prendre en compte également la complexité des rapports aux lieux et au temps, ces options doivent permettre la réactivation des représentations collectives de l'appartenance et structurer les médiations entre les représentations collectives et les pratiques singulières des sujets qui en sont porteurs, afin d'aider au développement de l'appropriation des valeurs communes et de la citoyenneté.

### 322 - La rencontre avec l'autre ou la culture comme représentation symbolique du lien social

*" Il faut que le monde de l'autre,  
des innombrables et imprévisibles autres,  
bouscule le mien pour me soulever  
du misérable tas de mes petites certitudes"*

*D. Bougnoux<sup>59</sup>*

Ensemble des activités qui articulent les représentations de la société et le lien social, la culture est l'un des modes d'expression de la dialectique entre les politiques urbaines et la lutte contre l'exclusion, et permet d'oeuvrer vers la recomposition d'un lien social devenu défaillant. Elle interroge là, le rapport entre les hommes qui structure la sociabilité.

La culture construit ainsi l'ancrage du sujet dans une collectivité, en même temps qu'elle construit un espace d'échanges et de rencontres, d'invitation au respect de l'autre et à la tolérance. Aux premiers réflexes de rejet quelquefois présents à l'encontre de ce que l'on ne connaît pas, elle permet de substituer, par la communication et la compréhension réciproque, des réactions d'étonnement, puis d'acceptation de la différence. Elle invite à poser le regard là où l'on pouvait croire qu'il n'y avait rien à voir, et modifie le regard sur l'autre, mais également sur soi car la rencontre avec l'autre est aussi une part encore inconnue de soi qu'il faut faire venir au jour; la reconnaissance de l'autre remet souvent en question les valeurs ou représentations que l'on croyait immuables.

La dimension culturelle de la ville est interrogée par Michel Wieviorka, dans son article *"La nouvelle question urbaine"*<sup>60</sup>. Comme Roncayolo, il propose d'aller chercher du côté de la créativité des habitants et des liens sociaux qui se reconstituent, en pensant trois registres : le social, le politique et l'institutionnel, et le culturel. Selon lui, en effet, le déclin de la société industrielle et la crise de l'Etat républicain n'expliquent pas seuls les tensions urbaines, il faut considérer un troisième terme, le culturel et il expose notamment comment les problèmes culturels ou identitaires traversent la question urbaine à travers l'exemple du "foulard islamique".

---

<sup>59</sup> Bougnoux D. 1995

<sup>60</sup> in Gosselin & Ossebi (sous la direction de) 1992

Aujourd'hui, les formes de la culture se déplacent, elles doivent trouver des valeurs de remplacement à celles qui se sont effondrées et favoriser l'appropriation qui était autrefois fondée sur des valeurs aujourd'hui moins solides, comme par exemple, celles du travail. C'est ainsi que des formes de culture peuvent relier les hommes aujourd'hui bien davantage que le sentiment d'appartenance assuré autrefois par le milieu professionnel par exemple et que l'on retrouvait dans les cultures ouvrières ou les milieux spécifiques (les mineurs, les métallos, les cheminots, etc..). Certains repères majeurs, comme le travail, le territoire, la nation n'offrent plus à un grand nombre d'habitants la possibilité de se situer dans la vie sociale et d'y prendre place. On assiste de ce fait à des identifications et appropriations partielles à un groupe, une communauté, une origine ethnique ou à des valeurs religieuses qui viennent souvent s'inscrire dans cette vacance.

Le risque est toujours que l'identification au groupe ne se transforme en "inclusion", un repli sur la seule chose que l'on soit capable de comprendre, une identification exclusive sur le seul repère qui ait un sens ou sur l'appartenance à la communauté dans un espace clos et dans des solidarités ethniques ou familiales. C'est ce que l'on voit avec *les jeunes des cités* ou encore avec d'autres formes de replis identitaires (nous y reviendrons).

La culture commune, condition nécessaire aux échanges entre les hommes et à leur place dans la société, nécessite ainsi l'interprétation, la mise en oeuvre du sens, et représente paradoxalement, ce qui unit et ce qui sépare, du *même* et du *différent*. C'est en ce sens qu'elle se situe comme *tiers*, comme médiation vers l'avènement du citoyen si elle permet cette articulation, non pas en cherchant à niveler les cultures mais en acceptant leurs différences et en les réintroduisant dans l'univers symbolique collectif.

### **323 - La médiation culturelle**

En tant qu'élément *tiers* introduit entre les sujets, signalant la communauté ou la différence, permettant la communication ou l'incompréhension, identifiant des pratiques ou ne les discernant pas, bref, révélant ou interdisant la signification d'un phénomène humain quel qu'il soit, la culture constitue donc une médiation.

Elle instaure cette nécessaire continuité, cette dimension indispensable pour tenir debout et garder la tête haute dans son histoire, imaginer un avenir, se sentir exister dans le regard des autres, s'affirmer membre d'une communauté.

C'est en effet par un accès à la culture (en assumant la sienne et en reconnaissant celle de l'autre), par cette inscription dans l'univers symbolique, lorsque l'on comprend le sens de l'espace urbain que l'on occupe et que l'on sait s'en servir, que l'on se sent citoyen et acteur sur un territoire.

La culture produit donc le concept de médiation qui permet de faire fonctionner plusieurs dimensions de la dialectique entre territoire et population dans le sens où les pratiques culturelles sont identifiées comme des pratiques de territoire (je peux reconnaître que ce sont des pratiques de chez moi, je peux pratiquer une *différence* qui sera acceptée), dans le sens où elle permet l'accès au sens (je suis apte à décoder les représentations symboliques et collectives de l'appartenance et à me les approprier), enfin dans le sens où sur ce territoire, espace politique, elle donne une place d'acteur citoyen.

Dans la ville, la culture est la trace laissée par les hommes sur un territoire (l'architecture, les monuments,...), elle est la mémoire des citoyens qui l'ont traversée, détruite ou magnifiée; elle est l'ouverture sur l'avenir, dans la ville toujours en chantier, tour à tour futuriste ou utopique, enfin, elle témoigne au présent, à travers les spectacles, les médias, l'art et autres représentations pour qui sait en décoder les méandres, de la transformation d'un espace en lieu signifiant. La culture introduit en effet la ville dans un espace de communication, d'échange symbolique, donc de sens.

Par la distanciation qu'elle permet du fait de la représentation (graphique, architecturale ou théâtrale par exemple), la culture est donc élément de médiation. Nous l'avons déjà abordé à travers l'exemple de la représentation théâtrale et sa place spécifique dans la cité.

S'approprier sa ville, s'imaginer une place dans la cité est donc, on l'aura compris, affaire de médiations et de représentations symboliques, c'est la façon dont on donne du sens à ce que l'on est amené à croiser dans son quotidien, à la façon dont on peut s'y impliquer et qui nous fonde ou non comme concitoyens.

C'est en ce sens que la culture constitue, dans la ville, une médiation entre le territoire et la population, entre l'individu et son territoire, entre les individus d'un même territoire. Lieu de l'articulation entre le singulier, le particulier et l'universel, la médiation culturelle peut rendre leur place à chaque habitant et à tous, au sein de la cité.

#### **4 - LA DIMENSION CULTURELLE DANS LES POLITIQUES URBAINES**

La société française est traversée par des problèmes de populations fragilisées, marginalisées et ne parvenant plus à trouver une place dans un monde exigeant des performances immédiates dans des espaces et des temporalités totalement modifiées.

Aussi, tous les acteurs sociaux sont mobilisés pour trouver des “remèdes” à cette fragmentation du lien social. Après des tentatives basées essentiellement sur des “recettes” socio-économiques et qui montrent leurs carences, le milieu culturel est interpellé à son tour pour tenter de favoriser un renforcement de la cohésion sociale.

Si cette fonction de la culture n'est pas nouvelle - on connaît toute la dynamique de démocratisation insufflée par Malraux et son échec relatif, ou par exemple dans le domaine théâtral, par des personnalités comme Jean Vilar- elle fait l'objet actuellement d'efforts particuliers de la part du politique, mais aussi l'objet d'une vigilance et d'un regard critique de la part des acteurs et des artistes.

On voit ainsi s'intensifier les démarches du Ministère de la Culture en direction de la ville en général, des quartiers ou populations fragilisées en particulier, avec le souci d'atteindre et de faire participer des publics nouveaux et plus larges.

On voit également, mais souvent dans une moindre mesure, la politique de la ville s'interroger sur le volet culturel de sa démarche de lutte contre les exclusions. C'est de ce dernier aspect que nous voudrions traiter, dans ce paradoxe de voir quelquefois un peu rapidement abordée la dimension culturelle de la politique de la ville, en quelques dispositifs éducatifs, artistiques ou d'animation et de loisirs. On assiste en effet plus souvent à des actions juxtaposées, par exemple dans les Contrats de Ville (procédure interministérielle spécifique de lutte contre l'exclusion, que nous le développerons plus avant), qu'à une pensée globale sur l'apport du culturel au sein de la politique de la ville.

Si les aspects culturels sont souvent mieux identifiés comme enjeux de citoyenneté par les acteurs institutionnels de la culture (DRAC, ...) qui en connaissent la valeur structurante, ce rôle de la culture est en revanche assez peu présent dans les consciences des acteurs de la politique de la ville, les Collectivités Locales les exposant souvent pour leur part, au risque d'être instrumentalisés au profit d'un culte de l'image de la ville.

Les dispositifs que l'on peut lire à travers la programmation des actions retenues et financées dans le cadre des Contrats de Ville, restent souvent centrés sur l'emploi, l'habitat, la sécurité, .., la culture n'apparaissant que comme *supplément d'âme* (dispositif de loisirs, d'animation ou d'occupation), valorisation artistique et médiatique de la ville (à travers des actions artistiques ou architecturales, des festivals), comme élément d'éducation (actions autour de la lecture, actions dans les écoles, etc..), ou pour canaliser les énergies des jeunes (rap des banlieues), voire pour *acheter la paix sociale*.

La dimension de médiation de la culture réside dans son mode de représentation symbolique des structures et des conflits de la ville, dans sa façon d'appréhender l'appartenance, le lien social et leur contraire, l'exclusion ; nous pouvons donc tenter d'observer de quelle manière elle permet la reconnaissance d'un citoyen et quelle consistance elle prend dans la politique de la ville.

#### **41 - Culture et citoyenneté**

La culture comme exercice d'un droit politique dans la ville est ce qui donne sens à la mémoire, construit une référence, un code interprétable. Etre citoyen n'est pas seulement *appartenir* à une communauté politique organisée, c'est avoir la conscience de cette appartenance et c'est avoir des droits (droit de cité, accès aux droits en général, possibilité d'exercer son appartenance) et des devoirs (civisme).

Favorisant la reconnaissance de l'appartenance - l'identité -, et celle de l'échange, du lien social - l'altérité -, le concept de culture fonde le concept de citoyenneté comme la conjugaison d'une capacité à être citoyen (savoir, pouvoir, vouloir) et d'un cadre institutionnel favorable à cette aptitude. C'est pouvoir agir comme acteur dans les champs économique (en tant que producteur), social (en tant qu'usager ou partenaire), culturel (par l'appropriation de valeurs communes et l'exercice de droits politiques), dans la règle de la démocratie qui est celle de l'indistinction, où tout le monde a le même statut celui de citoyen.

Aussi, la culture pose-t-elle la question fondamentale de l'accès aux droits des habitants.

Par ailleurs, la culture constitue en elle-même un droit, elle doit être étayée par des choix dans les politiques publiques, pour que le mouvement *ascendant* de revendication d'un droit s'articule à un mouvement *descendant*, celui de l'action publique.

Culture et politique sont alors les deux facettes du lien social, l'une dans un temps réel, le politique, l'autre hors du temps dans le symbolique, mais indissociables.

#### **411 - Interculturel / multiculturel**

La citoyenneté pose forcément la question de la légitimité des cultures et des valeurs, à travers toute la complexité d'appréhension des cultures *minoritaires* et du droit à la différence.

La question de l'interculturel pose moins la question de l'appartenance, que celle du cumul et de la mobilité entre les appartenances multiples. L'impossibilité d'aller d'une culture à une autre constitue alors une logique de clôture et d'exclusion.

Faut-il favoriser l'émergence et le développement de toutes les cultures "particulières"? Cette proposition ne contient-elle pas le risque de menacer tout autant l'exercice des libertés individuelles que la cohésion sociale, d'empêcher toute communication entre membres des diverses communautés culturelles ou ethniques, alors qu'il faudrait, pour l'intégrité des institutions, veiller à multiplier ces relations?

Dans la perspective d'une problématique rapportée à l'espace public, il convient sans doute d'éviter les règles d'action qui ont comme effet la constitution d'une mosaïque sociale dont les frontières seraient marquées par les différences et qui organiseraient un clivage autour des appartenances culturelles.

M. Giraud, dans son travail de recherche sur l'interculturalité<sup>61</sup>, se demande si la revendication des identités culturelles aujourd'hui en France, ne vient pas contrarier la culture nationale, le système politique, "*le modèle d'intégration républicain*", et menacer le fondement de la démocratie, qui reconnaît la communauté nationale comme "*unique communauté légitime*".

---

<sup>61</sup> "*La démocratie entre universel et particulier*", article in Gosselin & Ossebi 1992

En premier lieu, il faut selon lui, “*découpler citoyenneté et nationalité*”, élargir la notion de citoyenneté, et surtout, plus que d’ajouter des droits à certains, redéfinir les droits de tous, si l’on cherche une meilleure participation de chacun à la vie de la société où il réside.

Selon lui il faut faire émerger un nouveau modèle républicain qui conjugue le singulier, le particulier et l’universel, c’est-à-dire des formes de médiation. C’est bien le fondement de la culture nous semble-t-il et au coeur des préoccupations de ce travail.

C’est le même fil que suit Gabriel Gosselin dans “*Les ambiguïtés du droit à la différence*”<sup>62</sup>, en prônant l’affirmation d’une citoyenneté, préalable à la reconnaissance du droit à la différence. Selon lui, l’unité de l’homme est première, elle fonde les limites du relativisme culturel. Il illustre cette pensée par l’exemple des procès faits autour des pratiques “culturelles” de l’excision, qui se sont déroulés en France.

Il faut affirmer une seule, pleine et entière citoyenneté, sans ce préalable, la différence ne peut en elle-même fonder un droit. Les minorités nationales ou religieuses n’ont droit à l’existence que si elles sont composées de citoyens égaux et libres (ce qui implique l’intégrité des personnes dans ce cas, l’égalité des sexes dans d’autres, le droit de vote ou le droit des enfants).

Michel Page, dans son article “*Gouverner le pluralisme ethnoculturel par les institutions démocratiques*”<sup>63</sup>, développe ce point de vue. Il propose de repérer les pièges d’une approche qui privilégie la protection des cultures particulières dans lesquelles l’individu est “*assigné à sa différence culturelle, incarcéré dans sa culture*”. Son individualité niée, il lui devient interdit d’être autre chose que cette différence à laquelle il est assigné.

De fait, l’isolement des communautés conduit à l’accentuation des tensions et des rivalités entre communautés, avec un clivage social qui s’organise autour des appartenances culturelles. Selon lui, l’exacerbation des différences finit par alimenter le racisme.

Bien entendu, dans cette alchimie complexe de la politique culturelle (menée au nom de tous les citoyens et dans l’intérêt général) existe le risque d’une uniformisation des cultures, des pratiques, l’imposition d’un goût dominant souvent décrié comme *culture de l’élite* ou hégémonie culturelle.

---

<sup>62</sup> in Gosselin & Ossebi 1992

<sup>63</sup> in Lavallée et al 1991

Une démocratie vivante et réellement prise en compte, se construit dans cette contrainte de veiller à préserver le foisonnement des diversités, l'originalité et la légitimité de cultures *autres*, l'invite à la diversité des expressions culturelles et, favorisant la communication, la relation, la diffusion des représentations conjointes au sein d'un espace public, d'éloigner l'intolérance; articulation qui ne se réalise que lorsqu'en préalable est instaurée la citoyenneté pour tous, soit l'accès aux droits et le respect des règles démocratiques.

Il convient alors, comme l'affirme Perla Korosec-Serfaty<sup>64</sup> à travers l'exemple de Montréal déjà présenté, de faire de l'interculturalité, "*définie comme la liberté des identifications individuelles à des traditions distinctes, assortie de l'égalité en matière de droits et de devoirs civiques, une valeur fondant un projet collectif, lui-même explicitement formulé et se traduisant en actions concrètes*".

Seule la place du citoyen dans la pleine possession de ses droits et de leur expression, peut désigner l'endroit où se situe ce fragile équilibre.

#### **412 - Les appartenances multiples et la construction de l'identité**

L'appartenance et la culture posent inévitablement la question du sujet et celle de son identité. La dimension de l'altérité intègre obligatoirement la problématique de l'identité. Or dans un monde où le rapport à l'espace et au temps se modifient considérablement, il y a lieu sans doute de prendre en compte dans une problématique sur la culture, les processus identitaires, non pas comme obstacles ou frontières qui enferment mais comme ancrage et étayage vers de possibles ouvertures. Donner du sens à ses appartenances permet d'avoir moins peur de l'autre, de l'accepter sans se sentir menacé.

Un sujet peut bien sûr se revendiquer de plusieurs appartenances, on peut être natif d'un endroit, en avoir élu un autre comme lieu adoptif, on peut également être à la fois membre d'une association de parents d'élèves, d'un parti politique et d'un réseau de collectionneurs. Chacun de nous a de multiples appartenances géographiques ou sociales.

Mais pour se sentir *appartenir* à une communauté plus large, il faut avoir intériorisé un ancrage fort et premier dans sa propre culture, elle-même souvent produit de métissages culturels antérieurs; on ne peut donc parler d'intégration, d'interculturalité,

<sup>64</sup> in Joseph 1995

sans considérer d'abord un premier fondement culturel fondateur. On pourrait dire, à l'instar de Daniel Bounoux, "*c'est une loi de l'apprentissage que nous ne pouvons acquérir de nouvelles connaissances qu'en les intercalant finement entre de larges plages de redondance*"<sup>65</sup>.

L'identité ne s'élabore que dans le va-et-vient continu du sujet et du social qui l'entoure. C'est ici que fait défaut souvent une courroie de transmission, une médiation, permettant le passage de l'un vers l'autre.

Ainsi, on peut reprendre certaines recherches en psychologie sociale<sup>66</sup> qui ont mis en évidence toute la difficulté pour les jeunes dits *des cités* (et qui se désignent eux-mêmes ainsi) à élaborer une parole propre, du fait d'une identité reliée seulement à leur lieu de vie, la cité. Le groupe de pairs (les jeunes) y est analysé d'une part, comme une micro-société complexe permettant la survie et protégeant des risques de l'errance, mais d'autre part comme un lieu d'étouffement de l'individuation, empêchant la séparation et la prise réelle d'autonomie pour devenir sujet et acteur social.

Le groupe de jeunes, l'appartenance à la cité, se constituent alors comme écran, par défaut de distanciation.

Les jeunes, là, n'y sont porteurs que d'une parole collective en s'appropriant le territoire connu comme lieu identitaire. La culture de référence est celle de la seule cité, l'ailleurs constituant un danger ou un espace non identifiable et non appropriable. Si la cité dans ce cas offre la protection d'un espace matriciel et fusionnel où puiser quelquefois des forces, elle agit aussi comme lieu d'enfermement empêchant l'émergence d'une parole personnelle sur sa propre histoire et donc sur son devenir.

On vient bien là comment individuellement, les jeunes risquent d'être submergés et noyés dans une appropriation réductrice, si des lieux d'énonciation, réflexifs et protégés, ne sont pas offerts comme médiations permettant une réélaboration individuelle et collective.

Nous pensons que la dimension culturelle de la politique urbaine peut constituer ce passage entre une reconnaissance collective et une parole personnelle fondatrice, une façon d'assumer ses racines et de reconnaître celles des autres, de prendre place dans la société, dans la distanciation et l'échange symbolique. Non pas une culture ethnique, seulement singulière ou particulière, mais une véritable création hybride,

<sup>65</sup> Bounoux 1995

<sup>66</sup> cf à ce propos les travaux de Joëlle BORDET, *Le labyrinthe de la cité. Evolution identitaire d'adolescents vivant en banlieue*, à paraître.

propre et spécifique à ce lieu-là, à ce moment-là, s'intégrant dans une dimension plus universelle.

Pour aller dans ce sens, il convient d'aller chercher et de construire cette véritable expression (qu'elle soit artistique ou civique) et de permettre qu'elle soit portée vers l'extérieur, de même qu'il faut trouver les passages qui permettent à la culture *autre* de pénétrer dans ces lieux plus ou moins refermés sur eux-mêmes. La culture se joue dans cette tension et peut permettre, par une réappropriation réelle de son histoire, une meilleure appropriation des valeurs collectives.

A ce propos, Alain Touraine, dans un colloque et un ouvrage esquissant la construction d'une sociologie du sujet<sup>67</sup> (deux termes jusqu'alors antinomiques) nous dit que le sujet est dans cette articulation entre "*la distance par rapport aux normes, la capacité d'assumer ses racines et la reconnaissance des autres*" et qu'il y a une urgence pour la société à repenser la démocratie dans l'articulation du socio économique, de la politique et du culturel. L'immigré est selon lui emblématique de cette question, ayant à combiner en lui-même des processus d'*assimilation* (au prix d'un déni de sa culture) et d'autres le *tirant* du côté de la tradition et de l'ethnicité. Deux voies qui ne permettent ni l'une ni l'autre son épanouissement.

Seule une démocratie assurant le traitement de la culture majoritaire et les demandes des minorités et des particularismes tout en exigeant le respect de principes universels, comme ceux du droit, peut faire la place à cette question complexe.

## **42 - Les formes culturelles dans la ville**

Toutes ces expressions du fait culturel se traduisent dans des formes qu'il convient maintenant d'observer. De nombreuses manifestations de la culture peuvent se lire dans la ville, nous en avons vu avec l'architecture et l'urbanisme, le théâtre, nous avons mis aussi l'accent sur ses aspects politiques et démocratiques; nous pourrions également les analyser à travers les domaines artistiques, les expositions, les spectacles, les images, les médias qui circulent dans la ville, à travers des domaines plus éducatifs comme les bibliothèques, médiathèques, les écoles de musique ou de danse, à travers des manifestations comme les festivals, ou encore à travers les équipements culturels de la ville, salles de concert, musées, opéra; chacun mériterait sans doute une recherche propre, et il est difficile de dresser la liste exhaustive des manifestations de la culture urbaine.

---

<sup>67</sup> *Penser le sujet*, Colloque de Cerisy, juin 1993, cf Touraine 1995

La culture dans la ville se voit partout, comment en rendre compte ? Elle est à la fois la configuration de la ville, ses places, ses fontaines, son affichage et son mobilier urbain, son attention pour la propreté des lieux (éducation à la citoyenneté), elle se lit dans la place qu'elle accorde à ses piétons plutôt qu'à ses véhicules (quartiers piétonniers), dans l'existence d'une piste cyclable, c'est-à-dire dans la façon dont elle permet que cohabitent et circulent tous les habitants et dans l'accès qu'ils ont à leur ville ( physique ici, mais aussi symbolique comme nous l'avons déjà exposé).

Elle est bien sûr dans ce qu'elle affiche, l'art dans la rue, les sculptures ornant les places publiques, les espaces verts et les fleurs, mais aussi dans ce qu'elle cache hors ou en ses murs, derrière ses prestigieuses avenues, elle est encore dans l'image qu'elle veut donner d'elle-même.

Le problème souvent est que cette image est survalorisée pour les gens de passage, les touristes ou les entrepreneurs, et que cette façade ne correspond pas au sentiment qu'éprouvent ses propres habitants en la pratiquant. Là peut se jouer une autre forme de la culture dans la place qu'elle accorde ou non à ses propres citoyens.

Au-delà de ce qui se voit immédiatement, comme le patrimoine architectural ou l'organisation d'un festival, la culture s'inscrit également et de façon non moins importante dans des formes et des lieux moins évidents tels les bibliothèques, les musées, les écoles, etc, dans un souci d'éducation culturelle et artistique. Dans tous les champs qu'elle traverse, à côté de ce qui est montré, existe en général un pôle fort de sensibilisation des publics (audiovisuel, danse, théâtre, musique, patrimoine, arts plastiques, peinture,...) qu'il soit adulte ou enfant ( à travers des actions visant à l'éducation du jeune public par exemple ) dans la recherche d'un élargissement des publics, de l'irrigation du territoire, dans l'ouverture de l'accès aux équipements culturels ou dans toutes les formes de coopération construites avec le tissu associatif.

Mais la culture et les représentations de l'appartenance sociale se lisent aussi sur les graffiti des murs de la ville, sur les bris des cabines téléphoniques non réparées, sur les espaces verts délabrés, sur les circuits et les horaires des bus.

La culture est en fait la force qui rend la ville vivante, pour tous ou pour quelques uns. Répétons-le, elle est à la fois symbolique et politique. En ce sens, les espaces et aussi les services publics montrent bien sûr de multiple façon, la place réellement accordée au public, dans l'accueil, ou au sein de leur organisation, de leurs dispositifs et de leurs choix.

Parmi toutes ces formes culturelles, nous souhaiterions toutefois nous arrêter un

moment sur l'art, en tant que force de distanciation et de dérangement et par ailleurs, sur la communication qui structure la ville, ses intentions, et son appropriation par les habitants.

#### 421 - L'art, l'esthétique

Si elle permet d'exprimer le lien social et la conscience de l'appartenance, la culture porte en elle également, son contrepoison, en permettant l'expression de toutes les résistances. Il suffit de considérer le rôle provocateur de l'art.

*"Effroi nécessaire à la connaissance"* selon Brecht, l'art permet d'opérer un décalage, un décadage, une *distanciation*, et introduit l'étrangeté dans le quotidien.

Pour Brecht, la distanciation, c'est faire de la politique, particulièrement en ce qui le concerne, en faisant du théâtre, c'est tenir un discours au public, introduire une différence, originaire, fondatrice, celle de l'Institution : il ne s'agit pas de moi, pas des autres, cela nous représente. L'art n'est pas fait pour quelqu'un mais pour tout le monde, il permet la distance critique. De ce fait, les formes de la culture relèvent en même temps du politique et de l'artistique.

L'art est brutal, immédiat, aucune médiation ne peut s'introduire dans l'émotion qu'il procure.

L'art, et l'émotion esthétique qu'il soulève, obligent à un arrêt de la pensée, étonnent, sont souvent imprévisibles. En effet, il est impossible de penser (donner du sens) et de percevoir (avec ses sens) dans le même temps.

L'émotion esthétique est ainsi la suspension de la pensée et provoque une déstabilisation, un désordre intime, car elle repose à la fois sur un code et une perception, deux paramètres contradictoires.

Si toute pratique culturelle met en jeu un certain rapport à l'esthétique, au plaisir, comment se libérer alors de cette suspension de l'intelligence et comment *refaire de l'ordre* intérieurement ? En mettant dessus un discours, du sens, ce qui n'est possible qu'après coup. L'esthétique permet en effet de penser la distance irréductible entre le sens et le discours que l'on produit, que l'on sait métonymique.

C'est pourquoi sans doute Bernard Dort, directeur du théâtre au Ministère de la culture

et célèbre critique théâtral, prétend<sup>68</sup> que rien ne remplace le fait d'aller boire un verre entre amis après un spectacle, pour en parler, ... pour se réunifier en quelque sorte après tant l'émotion ou le plaisir qui ont provoqué le trouble. Il convient donc en même temps d'avoir une certaine *compétence* esthétique, une sorte d'intelligence de l'émotion.

La place des arts dans la ville et dans la vie sociale en général est donc irremplaçable dans la façon de provoquer des émotions et de *décaler* les perceptions du monde. Par son jeu forcément subversif, l'art opère un déplacement, et tend à bousculer les idées reçues, à ouvrir les consciences, et à susciter le désir, directement ou de façon plus imperceptible, tout en éveillant l'intelligence et la curiosité.

A cet égard, l'art a sa place dans la lutte contre les représentations des exclusions, dans la distanciation et dans le regard nouveau qu'il peut susciter sur l'autre, il constitue alors l'une des manières d'aboutir à un objectif plus large, celui du développement culturel qui, bien que l'incluant, le dépasse.

Par ailleurs, si les pratiques artistiques interrogent nos savoirs, perceptions, représentations et normes, il faut les différencier de l'art lui-même et ne pas confondre les processus et les oeuvres. Cette distinction évite la confusion qui consiste à charger l'artiste d'une responsabilité politique, ce dernier ayant plutôt à "toucher", à déranger ou à susciter des questions plus qu'à apporter des réponses.

La culture est, répétons-le, représentation symbolique, elle n'est donc pas réductible à des activités ni à une instrumentalisation, elle est "*cet espace des pratiques humaines qui a la spécificité de tenter de se penser et de penser les autres pratiques humaines*"<sup>69</sup>, l'art n'étant que l'une de ses dimensions spécifiques. Si la médiation du politique permet de penser le rapport du singulier au collectif, la médiation esthétique articule le singulier l'universel.

## 422 - La communication

Quelle place enfin pour la culture, a fortiori si l'on considère qu'elle peut lutter contre les représentations de l'exclusion, si son action n'est pas diffusée, si personne n'en a connaissance et si personne ne peut l'intégrer et la relayer ?

Il faudrait déjà parler de l'action institutionnelle de la culture opérée par le Ministère à

---

<sup>68</sup> in Sarrazac 1994

<sup>69</sup> Montfort JM, De Varine H 1995, p 65

travers les DRAC ou par la ville, à travers son service culturel quand il existe, ou par les autres collectivités territoriales. Souvent, la communication du fait culturel en reste aux manifestations prestigieuses, ponctuelles et éphémères (concerts, spectacles, expositions...). Il est plus rare de connaître vraiment l'autre travail, celui de l'éducation que nous avons évoqué, et qui demeure plus confidentiel. Une forme de communication à ce sujet aurait tout intérêt à être étoffée en direction des habitants.

La communication institutionnelle dans la politique de la ville voit, elle, timidement le jour à travers quelques revues éditées par les équipes de Contrat de Ville.

Elles restent toutefois l'exception et ne sont issues principalement que de la position institutionnelle, sans laisser de place encore à des échanges réels avec les habitants qu'elles concernent, ni à leur expression.

Elément d'interface entre les institutions, ces revues participent à ce titre, de la construction de cette instance interpartenariale que constitue le Contrat de Ville et qui nécessite une approche commune des situations, ce qui n'est ni dans les habitudes des services de l'Etat souvent très sectorisés, ni dans celles des Collectivités, ni même dans celles des associations.

La construction de cette connaissance partagée des problèmes et des représentations est bien au coeur de la complexité du dispositif de Contrat de ville et il y aurait tout intérêt à développer les formes de rencontres et d'échanges, en commençant notamment par la communication et l'information entre les partenaires institutionnels.

La dimension institutionnelle ne doit cependant pas faire l'économie d'une attention tout aussi fondamentale à apporter à l'expression des populations des territoires visés par les procédures, de même qu'à l'information en leur direction.

La culture dans la ville revêt donc de multiples formes dans la création, la formation et dans la diffusion des disciplines artistiques mais aussi dans celles des formes du lien social et dans la communication des structures décisionnelles.

### **43 - Structures institutionnelles de la politique culturelle de la ville**

Il paraît difficile de penser tout phénomène de communication et en particulier une approche de la culture dans l'espace public, sans les structures socio-politiques qui la déterminent, y compris si les gens peuvent en faire, comme on l'a vu, un usage imprévisible.

Si la culture a des formes, elle a aussi des lieux décisionnels. Chaque échelon politique de la société met en place une organisation des choix en matière culturelle, que ce soit au niveau National par le Ministère de la Culture, relayé en région par les DRAC, elles-mêmes divisées selon les domaines culturels, ou par le Ministère de la Jeunesse et des Sports sur le versant plus éducatif et de loisirs, que ce soit au niveau du Conseil Régional avec des structures de type Office Régional de la Culture, au niveau du Conseil Général, avec les Offices Départementaux de la Culture, puis dans les villes avec les services culturels. Par ailleurs, les Fédérations d'éducation populaire développent également une politique d'animation et d'éducation culturelles.

Chacun de ces lieux de décision répond à sa propre logique, à ses propres financements, à ses options et choix. Il n'est donc pas toujours très simple de trouver le bon interlocuteur lorsqu'il s'agit de monter un projet culturel et cela se constitue souvent dans la course à l'accumulation des subventions. Il peut s'agir en outre de financements différents, tels l'aide au projet, l'aide à la structure, l'aide à la diffusion, l'aide au développement, etc...

Notre réflexion, centrée sur la ville, interrogera donc non pas les orientations propres au Ministère de la Culture beaucoup plus larges que le seul souci du fait urbain, mais les logiques du Ministère de la Ville et de l'Intégration, où se construit une structure transversale à différents ministères, représentée par le Contrat de Ville, dont la mission première qu'elle se donne, est la lutte contre l'exclusion dans les quartiers en difficulté.

### **431 - Le Contrat de Ville**

La politique de la ville est née avec le dispositif du Développement Social des Quartiers dans les années 80, du souci de "*requalifier*" des territoires accumulant les difficultés, économiques, sociales, culturelles, d'habitat dégradé ou d'insécurité. Elle se constitue comme une politique interministérielle, se donnant pour moyen, une transversalité des réflexions, des financements et des décisions, pour le développement des quartiers en difficulté, pensé de façon moins sectorielle.

Peu à peu, consciente du changement d'échelle à opérer, comprenant sans doute qu'elle ne prenait sens que dans un cadre plus large que les quartiers qu'elle avait pris pour cible, elle prend la dénomination de Développement Social Urbain et dans l'objectif qu'elle retient de lutter contre l'exclusion urbaine, cherche à coordonner sur un même territoire, les différentes actions publiques autrefois cloisonnées (éducation, prévention, aide sociale, insertion) et de prendre appui sur les ressources locales (associations, réseaux,..), tout en cherchant à susciter la participation active des

habitants.

Aujourd'hui et depuis 1994, on en connaît la principale procédure à travers les Contrats de Ville, forme de contrat que la Ville construit avec l'Etat et auquel peuvent venir s'adjoindre la Région ou le Département, en vue d'une mobilisation de tous les partenaires (décideurs, financiers, acteurs et populations) concernés par tel ou tel thème sur un même territoire choisi comme prioritaire, mais qui devrait désormais être toujours relié à un projet pour la ville dans sa globalité.

Le Contrat de ville, politique contractuelle, constitue donc, selon la définition qui lui en a été donnée, un acte d'engagement réciproque entre les Collectivités Locales et l'Etat, dont la finalité est d'apporter des réponses articulées et les moyens pour une cohérence territoriale des interventions publiques.

Cette démarche est pensée comme devant impulser ou soutenir des actions provenant de la population des quartiers visés. Son rôle ne se réduit pas à proposer des axes de réflexion ou d'actions, mais est proposé comme facilitateur, révélateur et coconstructeur, dans une logique de projets à l'initiative des habitants. Ainsi la participation et l'implication des habitants est inscrite comme une volonté politique, et le rôle de la vie associative accru.

Le Contrat de Ville concerne tous les secteurs de la vie urbaine, qu'ils soient de l'ordre de l'habitat, des transports, de la santé, du social, de la sécurité, du sport, des loisirs, etc... et bien sûr de la culture, dans une capacité à conjuguer différents domaines d'intervention comme la requalification du service public (accès, usage et proximité des services au public), l'insertion par l'économique, l'insertion par l'habitat, le désenclavement des quartiers, etc.

Le Contrat de Ville est animé par un Chef de Projet entouré selon les cas, d'une équipe. Son rôle est d'être l'interface entre l'Etat, la Ville et les habitants, de solliciter la participation des habitants, d'impulser des idées sur des projets, de trouver des financements, d'établir la programmation des actions retenues par le Comité de pilotage pour les trois ans d'intervention du Contrat de Ville, d'assurer leur suivi et d'en organiser l'évaluation, en termes de mises en oeuvre et d'effets obtenus.

Le Chef de Projet et le Contrat de ville sont sous la responsabilité conjointe de l'Etat et de la Ville, à travers un Comité de pilotage regroupant des représentants de l'Etat (Préfet), de la Ville (Maire), (du Département, de la Région lorsqu'ils sont signataires) Le Chef de Projet est de ce fait, légitimé par plusieurs partenaires institutionnels, même si en réalité, son intervention s'opère principalement sous la responsabilité de la

## Collectivité Locale.

On nous pardonnera cet exposé un peu long qui rend compte des différents niveaux de la décision, ainsi que des lieux et des articulations complexes des choix politiques en question.

Ainsi, devant une quantité de projets proposés au Comité de Pilotage du Contrat de Ville (concernant la culture et tous les domaines déjà évoqués), des actions sont retenues et financées conjointement (mais pas forcément de manière égale) par les partenaires signataires, puis font l'objet d'une évaluation. La procédure elle-même est soumise à évaluation, qui analyse -non pas en extériorité mais tout au long du processus- comment s'organise le partenariat, quels sont les critères de la décision, leur élucidation et leur communication, la mise en place d'un projet pour la ville, qu'est-ce qui a changé dans l'intervention de l'action publique, quelle est l'évolution des services, quelle est la place accordée aux habitants dans leurs difficultés.

Cette problématique "insertion et territoire" tente de fonder la réorganisation de l'intervention de l'action publique dans la ville, à la fois parce qu'elle pose la diversité des formes d'intervention, la constitution d'une démarche de proximité, de dialogue et de négociation comme indispensables à l'urbanité et la sociabilité, mais aussi parce qu'elle entend traiter la question de la mobilité résidentielle et urbaine, et l'ouverture des territoires *désignés* sur la ville.

Cependant, il va sans dire que cette procédure peut générer des effets pervers, d'autant qu'elle est l'enjeu de financements importants pour les villes qui, en nombre se portent candidates pour obtenir du Ministère le bénéfice d'un Contrat de ville. On peut donc constater quelquefois des Contrats de ville dans des lieux qui se justifient moins que d'autres pour cette mobilisation, ce phénomène entraînant une mise en concurrence des villes.

A un autre niveau, dans la procédure elle-même on assiste également souvent, lorsque la participation des habitants est mal sollicitée ou quand le temps du dispositif n'a pas permis qu'elle se déploie, à une logique *d'appel à projet*, c'est-à-dire qu'ayant des financements, on cherche à les attribuer. Il va sans dire que des projets peuvent se monter ainsi dans le seul objectif de capter ces subventions, ce qui va à l'inverse du principe de la démarche qui serait d'utiliser des moyens mis à disposition, pour financer des projets en émergence chez les habitants. Cet effet pervers inverse la logique de définition de priorités en une démarche instrumentalisée.

Cela pose donc souvent la question de la politique de la ville en termes de juxtaposition de dispositifs, au lieu de la définition d'une véritable problématique, c'est-à-dire un projet urbain global avec des objectifs articulés et une capacité des acteurs locaux à problématiser leur intervention et leur coopération.

A ce titre, on peut citer quelques exemples de dispositifs culturels retenus par les Contrats de Ville. Ils peuvent concerner tant des dispositifs éducatifs : aide aux devoirs, incitation à la lecture, découverte du patrimoine,...; que des dispositifs touristiques : circuit culturel dans la ville, accueil des touristes; ils concernent évidemment tous les domaines artistiques : musique, danse, théâtre, arts plastiques, peinture, sensibilisation, formation, etc., la création d'équipements culturels, l'organisation de festivals ou d'autres événements, le développement de l'accès à la culture par des politiques tarifaires ou des actions plus innovantes. Toute action visant à l'intégration sociale peut y trouver sa place, le problème étant de savoir notamment comment se prennent les décisions, qui sont les porteurs des projets, comment les habitants peuvent se les approprier, et quelle place ces choix laissent réellement aux habitants (on constate notamment que les associations ne représentent souvent qu'elles-mêmes).

Le risque est grand de voir prédominer comme réponse à une crise de société, une logique fonctionnelle qui, en réaction à la fragmentation et aux disparités sociales croissantes, ne développerait qu'une simple vision adaptatrice aux réponses partielles, face à une organisation sociale en déséquilibre.

On ne peut se satisfaire aujourd'hui d'une vision qui n'aurait comme finalité qu'une démarche compensatoire et redistributive, seulement basée sur une logique de discrimination positive et sur la tentation de maîtriser les incertitudes et les désordres par un retour au discours normatif (sur les individus et les populations-cibles).

Toutefois, la participation des habitants ne s'improvise pas et la logique de proximité tant de fois identifiée comme facteur indispensable à la qualité de l'intervention, suppose que soit établie une rupture avec la conception techniciste selon laquelle l'intervention des acteurs professionnels viendrait résoudre les problèmes et les difficultés des usagers.

Les services publics dont celui de la culture, ne doivent pas intervenir *pour* les usagers, mais *par* et *avec* les usagers, et l'on peut considérer que les biens publics résultent de cette coproduction. Or, qu'est-ce qu'un service public ? un organisme créé pour assurer la satisfaction d'un *besoin* (en tous cas considéré comme tel par les politiques) d'intérêt général qui se manifeste dans la vie sociale et dont l'importance est

assez grande pour justifier son exercice (direct, ou son contrôle) par une collectivité publique.

La lecture que l'on peut faire de la construction de ce processus de coproduction est indicative des stratégies d'évitement ou de rapprochement, et de reconnaissance des habitants. Considérée à partir de solutions présumées à des problèmes catalogués, la logique de l'*intervention publique* répond donc souvent à des questions non posées et non débattues.

Cela pose la question de la construction d'une connaissance et reconnaissance communes des institutions et des habitants, permettant, au-delà de la constitution de l'habitant comme sujet, de favoriser la constitution de processus collectifs renforçant une logique de réseaux relationnels et d'appartenance à la société.

La construction de la coopération entre partenaires institutionnels n'est pas spontanée non plus, elle n'est pas dans les habitudes et suppose un processus d'apprentissage collectif et une compréhension partagée des problèmes. Là aussi il convient d'aller à la rencontre de l'autre et de développer la communication.

La décentralisation a souvent amené à cet égard les Collectivités Locales à se comporter comme l'Etat (gestion sociale sectorielle, partialisée) et il semble que la logique financière encore très dépendante de l'organisation verticale des procédures ne favorise pas la transversalité et ne concoure pas à donner aux citoyens le cadre leur permettant de situer leurs responsabilités.

Il s'agit donc de reconstruire les fondements d'une légitimité des Institutions trouvant dans la relation proche avec les habitants, les ressources de la démocratie locale. Ce qui implique de s'interroger sur les rapports entre le politique, les habitants et les techniciens professionnels, et de construire des modèles de compréhension et d'analyse des situations, tant pour les élus que pour les habitants, pour que les décisions et les initiatives soient le résultat d'une conjugaison de la demande sociale et des orientations politiques et qu'elles se mettent en oeuvre dans une plus grande transparence.

#### **432 - La question du territoire**

On l'a vu, le rapport du citoyen au territoire est en totale transformation, la mobilité, la rapidité, l'internationalisation des échanges et de la communication bouleversent profondément les échelles de référence à l'oeuvre jusque là et provoquent une

déterritorialisation de la culture, cette dernière tendant quelquefois à se renforcer dans l'enracinement nostalgique au territoire, processus qui distingue et différencie les citoyens au lieu de les réunir.

Comment alors se situer entre les différentes échelles de décision, quand on sait aussi que certaines décisions politiques échappent déjà à l'Etat national par des logiques supranationales ( la Communauté Européenne ou encore plus largement, comme on peut le voir précisément dans la culture avec les coproductions internationales), et quand on sait que très localement s'inventent des formes de lien social auxquelles il faut être attentifs ?

La logique du territoire de référence pour l'intervention publique, est une question qui appelle au débat. Comment notamment pour la culture, se situer entre le local et l'universel? Nombre de tensions entre les différentes structures politiques, les différents niveaux de décision et les secteurs en concurrence plus qu'en complémentarité, montrent aujourd'hui l'enjeu de la question du territoire.

Si l'on considère qu'actuellement, le rapport au territoire se joue dans des registres plus complexes que l'appartenance au quartier, bien entendu, le politique -qui garantit les options du territoire national- se doit également de prendre cette nouvelle dimension en considération.

En matière de politique urbaine, celle de la culture notamment, on se trouve à la jonction de deux choix : une gestion des politiques publiques qui s'opère à la fois à travers des dispositifs et des procédures, de manière "descendante", et par ailleurs, une démarche qui s'efforce d'aller vers une gestion "de proximité" nécessitée par la crise sociale que traverse notre société et par conséquent, qui se doit de prendre en compte les demandes ou aspirations des habitants, démarche quant à elle qui pourrait être qualifiée d'"ascendante", ce qui revient à se demander, en bref, comment penser globalement et agir localement.

Cette dernière démarche, à la recherche de rapprochements avec la population, se doit de partir du terrain, du quartier, ou de la ville qui souffrent de difficultés accumulées. Là en effet, l'échelle du quartier est en général pertinente pour bâtir des projets au plus près des préoccupations de la population. Ainsi la politique de la ville est-elle actuellement fondée par la définition de territoires prioritaires dans lesquels elle déploie ses interventions. Sa logique, basée sur la *discrimination positive* (donner *plus* à ceux qui ont *moins*) par l'identification de territoires prioritaires dans des entités urbaines, se heurte ainsi au fait que cette énonciation désigne des catégories spatiales et sociales, et montre du doigt des populations y habitant.

Or, si elle n'est pas intégrée à une problématique urbaine dans son ensemble, cette logique porte le risque de faire croire à l'autonomie de territoires, déconnectés de leurs place et fonction dans la ville. Son danger, en créant des politiques spécifiques pour des publics ou des quartiers repérés, serait qu'elle glisse vers un aménagement des formes de régulation et de contrôle -une "instrumentalisation"- en faisant passer au second plan, la revendication démocratique et la demande sociale des habitants.

Cette tension est actuellement au coeur de la gestion des politiques publiques en général, et de celle de la politique de la ville en particulier, qui comprend le volet culturel qui nous intéresse ici . En effet, comment penser la culture comme permettant l'appropriation de valeurs communes et l'élargissement des appartenances, hors ou contre une problématique de territoire, face à la réalité de situations locales qui cherchent leur expression et leur place ? Les politiques culturelles se jouent toujours forcément entre différentes échelles de territoire et remettent en question la seule logique d'intervention territorialisée sur des quartiers prioritaires.

Par ailleurs, la culture ne doit-elle pas, au-delà de réponses à une supposée *demande sociale*, proposer des options, des oeuvres, des sujets, .. aptes à poser des questions, à permettre des découvertes, à étonner, à interroger et à faire évoluer et transformer cette demande ?

Au regard de ce que nous avons décrit plus haut dans le nouveau rapport du citoyen au territoire, il conviendrait sans doute de redéfinir la notion d'intervention de proximité, d'identifier ses principes fondateurs, peut-être en dehors des catégories spatiales , mais selon la logique de chaque projet, qu'il soit à l'initiative des structures culturelles ou des habitants.

Aujourd'hui, la territorialité des politiques peut parfois être facteur d'enclavement si elle n'a pour seule préoccupation, que la normalisation. Il faut donc trouver des façons d'intervenir à la fois dans le local et dans le global, dans le quartier, dans la ville, dans l'agglomération ou encore quelquefois dans une échelle supérieure, c'est-à-dire trouver une forme de territorialisation des politiques publiques qui intègre la mobilité et l'accès du citoyen à l'espace public.

En matière de politique publique, il conviendrait donc de conjuguer les deux mouvements, d'une part, trouver les critères d'une territorialisation et d'une proximité des initiatives pour les rendre accessibles aux habitants et pour qu'elles donnent lieu à l'émergence de questions puis de projets, et d'autre part, redéfinir les limites et le fonctionnement du territoire dans l'ensemble de l'espace urbain.

Pour autant, la logique de discrimination positive n'est sans doute pas à rejeter, ne tombons pas dans la démagogie qui soutiendrait qu'il n'est pas nécessaire d'agir spécifiquement dans certains lieux ou domaines pour ne pas les stigmatiser. Mais peut-être conviendrait-il de construire une nouvelle territorialité, avec la combinaison des échelles d'interventions et de créations, c'est-à-dire une coproduction des services par les habitants, un renforcement de la démocratie locale par une plus grande participation des habitants à l'élaboration et à la décision, et une réflexion sur les trajectoires et parcours des habitants dans leur ville, et dans des appartenances à élargir sans cesse ?

Ainsi chaque projet pourrait définir son territoire de référence, du plus local au plus universel, au lieu d'être défini et contraint par lui .

Cela permettrait sans doute de mettre au coeur de la ville et dans l'espace public, la question de l'intégration c'est-à-dire de la démocratie vivante, et non de la laisser s'enkyster dans les banlieues car en marquant des lieux qui vont définir une fois pour toutes des choix politiques, on fabrique des frontières et de l'exclusion.

Toutes ces remarques concernent bien entendu la culture qui peut, au-delà de dispositifs éducatifs ou artistiques, remettre au centre des représentations, l'indistinction, la place de l'habitant par l'accès aux droits, la créativité et l'expression artistiques, et la qualité d'une culture commune, accompagnée d'un nécessaire apprentissage du public, dans des lieux indifférenciés, en tous cas en enrichissant le local par une dimension universelle et plurielle.

### **433 - Le risque d'instrumentalisation**

Ce risque d'instrumentalisation se fait jour lors de solutions *plaquées* de façon descendante. C'est le cas par exemple en matière culturelle, pour la création d'un équipement culturel, qui n'est pas forcément approprié par les habitants du quartier où il est projeté, c'est aussi lorsque la culture n'est perçue qu'en tant qu'identité locale à préserver ou encore comme vecteur de marketing pour la ville, vendant une image. Nombre de maires décident de doter leur ville d'un équipement culturel prestigieux de type salle spectacle, en général fort onéreux, qui ne recueille pas toujours l'adhésion des contribuables et qui est souvent la première des décisions mise par eux à l'index, voire au passif de la gestion municipale. Ce type de démarche, ayant envisagé l'équipement comme une fin en soi et non comme élément d'un projet plus global, peut donc réveiller des divisions là où elle pensait créer du lien social.

L'instrumentalisation de la culture, c'est aussi comme on l'a vu récemment, la prétention d'un maire à indiquer des choix de lectures à ses administrés, en censurant des choix de bibliothèque municipale, ou le retrait des subventions à une manifestation culturelle internationale, c'est aussi l'interdiction à la venue d'un groupe de rappeurs au nom trop provocateur dans sa ville....

Est-il besoin de démontrer plus vivement la place de la culture dans la démocratie quand elle est précisément l'objet des premières censures ?

Réagir en termes de besoins que l'on supposerait nécessaires aux citoyens est une démarche qui conduit à l'instrumentalisation des dispositifs. Elle se distingue de la recherche de l'émergence de projets, dynamique coproduite avec les citoyens, qui suppose la clarification et l'explicitation des objectifs visés, bien en amont de la réalisation, et un ajustement progressif entre l'impulsion première et les formes d'appropriation du projet, par la confrontation des points de vue.

*“Le théâtre n'a pas à répondre à une supposée demande du public, mais à faire crier les contradictions sociales et politiques qui interdisent au public de demander autre chose que ce que l'idéologie dominante lui impose”<sup>70</sup>* , et c'est d'abord faire apparaître ces contradictions au public qui les ignore ou les a refoulées.

La logique de la construction d'un réel projet est en effet, le résultat d'une coproduction de la part des citoyens (habitants, associations, etc..) et des institutions. Elle nécessite une approche transversale favorisant sa mise au jour. De ce fait, la démarche de construction d'un projet peut donner lieu à des initiatives originales, appartenant aux citoyens qui en sont réellement les créateurs.

Les attentes des habitants (pas toujours dans la logique de revendication) sont rarement verbalisées spontanément, le rôle des institutions est, là, d'aider à leur *accouchement* par une véritable politique d'accompagnement démocratique. Cela veut dire aller sur place, dans les quartiers, être à l'écoute, solliciter, inciter la participation et *construire* avec eux une réflexion, ou inciter à la constitution de lieux d'expression démocratique, cela veut dire aussi développer la communication et donner des clefs de compréhension.

A cette condition, se forment l'appartenance et le lien social, la lutte contre les exclusions. Mais cette démarche est de longue haleine ; le travail d'acculturation, de construction de la citoyenneté et la modification des représentations sociales nécessitent des temporalités à long terme, elles sont peu perceptibles dans l'immédiat, silencieuses

<sup>70</sup> Christine Friedel, Théâtre de Gennevilliers, in Sarrazac 1994 p 91

et discrètes, non *rentables* en terme d'électorat, et souvent mal compatibles avec les échéances politiques à moyen terme ou avec le souci fréquent des élus de *marquer* leur territoire en y laissant des traces, notamment dans la pierre, sous la forme de constructions matérielles plus rapidement visibles.

#### **44 - La politique culturelle : un projet d'urbanité**

Historiquement, la politique culturelle en France est ancrée dans une démarche centralisatrice et verticale. Elle est devenue en France -et c'est l'un des rares pays libéraux à avoir une politique culturelle publique- un service public qui, bien que déjà présente dans les idées auparavant, s'est imposé dans les faits dans les années 70-80, avec la décentralisation.

Autour de cette démarche se comprenaient les principes du développement d'une culture artistique de qualité, de la création dans des villes autres que la capitale et de la démocratisation de l'accès à la culture.

Mais les premiers élans souvent militants menés par de nombreuses associations dans le but de rendre la culture accessible à toutes les couches sociales, se sont peu à peu essouffés, pour en arriver dans les années 80, malgré le 1% du budget à la culture, à une culture de plus en plus déterminée par les contraintes économiques et soumise au marketing, faisant place à la starisation des vedettes, plus qu'à la conscience populaire ou à la démocratisation des pratiques et des publics, même s'il faut rendre aux acteurs politiques de cette période, l'accroissement d'une sorte de familiarité pour tous à l'univers culturel, sorti alors de sa confidentialité.

Mais malgré le foisonnement des initiatives, il faut bien reconnaître l'échec de l'accès à la culture pour tous, et le renforcement d'une culture élitaire.

La culture "service public" est entrée dans une crise dans laquelle elle s'interroge encore. Robert Abirached, ancien Directeur du Théâtre au Ministère, débute même son article "*Le théâtre, service public : les avatars d'une notion*"<sup>71</sup>, par la question suivante: "*En termes plus brutaux, qu'est-ce qui fonde l'intérêt de l'Etat pour le théâtre, au nom de l'ensemble des citoyens, aujourd'hui que cet art n'est plus au centre de notre société?*".

Il pense qu'il est temps de redéfinir ce que serait cet intérêt général qui sous-tend le service public. "*Selon les valeurs qu'elle (la société) va mettre en avant, le théâtre fera*

<sup>71</sup> in Sarrazac 1994

*ou non partie des besoins vitaux qu'elle se reconnaîtra dans sa vie quotidienne, et qui circonscriront le champ de l'intérêt général, tel qu'il faudra bien le définir, le moment venu".*

La politique culturelle recouvre donc une multitude de questions qui mettent actuellement à l'épreuve les élus politiques, les professionnels de la culture, les artistes, les personnes en charge des problèmes urbains, les militants, etc, et plus largement les citoyens qui peuvent en être à la fois les acteurs, les auteurs ou les spectateurs.

Mais le développement culturel doit éviter l'écueil toujours redouté par les artistes -et redoutable aussi pour les sujets- d'une instrumentalisation. La culture et l'art en particulier, ont-ils pour fonction de réduire les fractures, ou bien leur rôle n'est-il pas de les mettre en lumière, de révéler les contradictions de la société ?

La démocratisation de la culture doit-elle se comptabiliser en nombre de places pleines dans les salles, ou plus subtilement dans ce qu'elle déplace insidieusement dans la liberté d'imagination, les aptitudes à la création, l'expression, les représentations de chacun ?

La culture fait en tous cas apparaître les contradictions du pouvoir entre une culture médiation et une instrumentalisation de la culture à travers des dispositifs. De fait, elle interroge la possible articulation entre la culture inventée par les habitants, considérés alors comme autre chose que de seuls consommateurs, et la culture proposée par les institutions, en de nouvelles règles du jeu social.

Elle pose aussi la question de la création d'un véritable partenariat local et de la coopération des acteurs. La culture de ce fait doit être pensée comme élément structurant d'une politique d'ensemble, et comme une volonté collective d'émancipation.

Toutefois, si Silviu Purcarete -comme nombre de metteurs en scène- peut affirmer : *"Créer un spectacle babylonien, coproduit par plusieurs festivals, parlé en français par cent dix comédiens roumains ; promener cela pendant tout l'été à travers l'Europe pour jouer cette légende sur nos origines, cela me paraît une chose outrée, excentrique et insolite mais qui peut témoigner assez bien du paradoxe qu'est le Théâtre dans notre monde : inutile mais indispensable"*, on peut néanmoins se poser la question de la façon dont sont réinvesties symboliquement, tant par les citoyens que par les décideurs politiques, les grandes manifestations culturelles dans les villes.

Comment Avignon et ses habitants s'approprient-ils le Festival de Théâtre qui s'y déroule quatre semaines par an ? quelles retombées autres qu'économiques ou éphémèrement médiatiques ? Comment transforme-t-on cet événement exceptionnel de l'été, dans le quotidien de l'hiver avignonnais ? Ne pourrait-on inventer des formes d'appropriation, réelles, profondes et durables tout au long de l'année, d'un événement qui offre l'opportunité de rassembler les artistes et médias du monde entier dans la ville ? Les habitants n'auraient-ils pas là l'occasion d'une sensibilisation puis d'une participation réelle à cet événement, autrement qu'en louant leurs locaux à prix fort pour en faire des théâtres ou leurs appartements aux festivaliers, pour éviter ce qu'ils vivent comme un envahissement par les "parisiens" ? Au lieu de provoquer leur fuite de la ville qu'ils ne reconnaissent plus pour leur, dont ils se sentent dépossédés à cette époque estivale, ne pourrait-on trouver des manières pour leur permettre de se sentir impliqués et concernés par ce qui se déploie dans leur ville, d'y éprouver du plaisir ? Faire en sorte que cette transformation de la ville en immense scène théâtrale, de spectacles et de communication, participe d'une modification de la vie des habitants, de leurs représentations, de leurs valeurs ? Le théâtre précisément, n'a-t-il pas un discours à tenir sur la citoyenneté, ne pourrait-il investir des quartiers, des places publiques, en des manifestations gratuites, des lieux de débat, de création avec les habitants ? Ne pourrait-il se saisir des réalités de la ville ? Au lieu de savoir capitaliser cette chance, on se demande chaque année "quel public pour quels spectacles" ?

On pourrait sans doute inventer tant de formes de participation, en amont de l'été, tout au long de l'année, pour des jeunes, pour des personnes en difficultés d'insertion diverses, pour un véritable *grand public*, pour tous les avignonnais; coopérations ou créations qui pourraient voir leur réalisation lors du festival, devant tous les publics présents à Avignon; l'occasion où jamais de démontrer publiquement son enthousiasme et son attachement à la ville...l'occasion pour la ville de représenter fièrement tous ses habitants...

Certaines troupes de théâtre n'ont pas attendu pour inventer une nouvelle forme de relation au public. Certains par exemple avec un théâtre mobile se déplaçant facilement, s'implantent ici ou là, entre deux tours, sur la place, et travaillent avec des habitants pendant huit, neuf mois, créent pour eux, avec eux, en pratiquant à la fois des animations scolaires, des répétitions publiques, des parades de rue, des ateliers de théâtre ou de décors, des fêtes associant la fanfare du coin ou les jeunes, avec les associations locales, les comités d'entreprise, les écoles, les salles de spectacles de la ville, les foyers d'hébergement, en faisant des interventions dans divers lieux publics, la gare, les cafés...etc.. bref en éveillant une réelle mobilisation autour du théâtre, tout en présentant des oeuvres de qualité et en invitant d'autres professionnels à se produire. Ceci n'est qu'un exemple de la façon dont la culture peut être à la fois proche

et *élargissante*, populaire et de qualité, amenant les habitants à être à la fois témoins et complices ... beaucoup reste à inventer...

C'est aussi ce que cherchent à développer les arts de la rue, théâtre, arts plastiques ou autres happenings, par la fête et l'éphémère, qui tentent de modifier le rapport des gens à leur ville, en réinvestissant l'espace public, aujourd'hui plus souvent parcouru en vitesse qu'investi de réelle présence.

La culture a là un fort devoir de formation, de communication, de diffusion, d'ouverture et d'éducation, sans pour autant tomber dans un populisme ou un abaissement général du niveau culturel et sans fuir la prise de risques, ce qui passe aussi bien entendu par la formation de ses propres acteurs.

Toutes les formes culturelles dans la ville concourent à imprimer du sens dans le paysage et l'environnement urbains, et à renvoyer les habitants à des représentations plus ou moins valorisantes, aussi, mieux que d'offrir de la culture *facile*, est-il fondamental d'offrir, outre l'accès à des équipements ou des structures de pratiques culturelles, des clefs de compréhension aux habitants et, à travers une initiation, une considération, d'éveiller leur désir, leur curiosité et leur fierté.

Comme on le sait, la culture se doit de valoriser les projets artistiques et culturels émanant des citoyens, d'améliorer l'accès aux équipements, de tisser des collaborations durables avec les partenaires associatifs sur des objectifs réfléchis et construits, de favoriser au plan artistique la coopération et l'installation des professionnels (comédiens, artistes divers, musiciens, cinéastes,...), mais elle se doit aussi d'interroger les pratiques, les représentations, la place accordée à chacun et à tous.

L'un de ses rôles à *creuser* sans doute serait non seulement de favoriser l'élargissement des publics par l'attention, la sensibilisation et la formation des habitants, des jeunes, mais aussi de contribuer à la formation des acteurs de terrain de toutes disciplines, et également des élus, d'inventer des initiatives communes transversales, afin que chacun prenne conscience aussi, au-delà de sa fonction, de la dimension culturelle de son domaine d'intervention, qu'il accepte d'être un moment déstabilisé pour regarder l'autre ensuite d'un oeil nouveau et qu'il réinterroge ses propres représentations et partant, ses pratiques.

Enfin, mais rien d'exhaustif dans cette liste, le rôle de la culture est de diffuser et communiquer largement les oeuvres artistiques mais aussi de rendre lisibles les actions et les intentions qui les sous-tendent, afin de permettre l'appropriation des valeurs

communes par une mémoire, un savoir, par la construction et la diffusion de projets.

Autrement dit, réconcilier ce qui fut longtemps un litige entre l'animation socio-culturelle et l'action culturelle, décloisonner les différents domaines de l'enseignement et de la création artistiques, mais aussi du sport et du patrimoine, de tout ce qui génère des représentations du lien social; ce que les structures culturelles ont déjà commencé à faire, mais qu'il faut sans doute élargir encore et qu'il faut surtout réinscrire dans le débat public - vraiment public.

Une identité urbaine se construit et se reformule à partir de cette dialectique entre des pratiques culturelles et des pratiques urbaines; on peut donc affirmer que les spectacles, la culture, le savoir, dans le symbolique, l'accès aux droits dans le politique, rendent compte des phénomènes dits d'exclusion et d'intégration.

L'enjeu d'un développement culturel serait donc de favoriser un éveil et une prise de conscience permettant d'accroître le champ des significations nouvelles données à son environnement social, d'en augmenter sa maîtrise et d'en recevoir une représentation valorisante. Il s'agit bien ici d'un enjeu politique et démocratique puisqu'il permet de se situer dans la communauté des hommes et de pouvoir y intervenir.

Et si, comme le dit Ramoneda<sup>72</sup>, "*c'est le facteur pluriel qui distingue la ville moderne des autres formes d'institutionnalisation de la communauté politique, toujours pensées en terme de facteur dominant (Etat, nation, ville fermée), toujours génératrices d'exclusion*", il s'agit alors dans le champ de la politique culturelle, d'analyser et de faire évoluer non seulement la sémiologie des formes urbaines, mais les représentations de la citoyenneté, de l'expression et des droits des citoyens, leur transmission, leur circulation, leur diffusion et leur prise en considération dans les décisions, et plus encore de montrer comment ces droits et expressions peuvent être en partie construits par les citoyens eux-mêmes.

Car c'est aussi la circulation de l'information qui construit le territoire, alors si changement il y a, il doit être diffusé exprimé, communiqué dans l'espace public, être reconnu par tous, dans un territoire redéfini.

C'est dans la transparence des processus décisionnels, dans la place que l'on accorde à l'expression des citoyens, dans leurs différences et leurs ressemblances, que se développe la démocratie, seule garantie contre les logiques trop fonctionnelles entendues par celles de "l'intégration".

---

<sup>72</sup> in *La ville*, catalogue de l'exposition au centre G. Pompidou

Si la culture parvient à rendre l'articulation entre la sociabilité et le savoir, l'histoire, l'apprentissage de la connaissance des autres, nous pouvons tous en être les porteurs. Elle prendra alors sa place complexe de médiation et de délégation, qui en fait son fondement et sa force.

En croisant les expériences culturelles du terrain, ordinaires, avec des expériences de créations classiques et contemporaines, avec plus d'information et de transparence dans les logiques à l'oeuvre dans les négociations contractuelles, la culture produira de l'altérité et de l'échange, et donnera de la valeur, artistique, esthétique, émotive, économique, démocratique à un espace urbain dans lequel chacun souhaitera se reconnaître, un espace rendu admirable.

Mais le temps de l'action culturelle est long, les représentations sont lentes à modifier, les effets différés, à la différence des fonctions des agents de la culture, remis en cause selon les mandats politiques, ce qui empêche quelquefois le développement d'une problématique pensée dans la durée qui lui serait nécessaire.

Pour une politique culturelle appropriée et non instrumentalisée, il convient donc sans doute de "travailler" sur les notions de continuité, d'apprentissage ou de mémoire qui convoquent celles de la durée, du temps à retrouver, pour associer davantage les habitants aux projets qui concernent leur ville, de donner aux citoyens une compétence esthétique, de les faire habiter et vivre dans des lieux qu'ils puissent s'approprier, dans une ville véritable espace de communication et de circulation, de leur reconnaître enfin une place et une représentation d'eux-mêmes valorisantes. Cela doit s'aborder dans l'espace public, en instaurant des droits, en exigeant des devoirs et en engageant des rapports symboliques, donc culturels.

## CONCLUSION ...

La complexité des concepts abordés au long de ce travail nous évitera l'exercice périlleux d'avoir à conclure le champ entrouvert de cette réflexion et nous permettra d'en rester plus modestement à une série de réflexions à soumettre au débat.

La culture introduit sans doute la question de changer le mode de vie plutôt que de chercher à l'améliorer au nom d'une logique de progrès, il ne s'agit donc pas pour autant de survaloriser le culturel artistique en faisant l'impasse sur le social, le politique et la conscience sociale.

A des fins de lutte contre les processus de fragmentation urbaine, contre les logiques fonctionnalistes d'intégration elles-mêmes souvent exclusives, la culture devrait sans doute se penser non plus comme un domaine réservé à des spécialistes (professionnels, artistes et publics "avertis"), mais comme l'affaire de tous et de chacun, se révélant dans tous les domaines de la vie sociale et pas seulement dans le domaine artistique. La dimension culturelle devrait pouvoir traverser tous les champs de la vie urbaine et non un secteur spécialisé. Le culturel doit éviter l'écueil de devenir social, mais il doit faire que le social entier devienne culturel.

Il n'y a en effet de culture que dans l'espace public car la culture est l'ensemble des représentations qui symbolisent le lien social et dont sont porteurs des sujets qui la rendent visible et qui reconnaissent celle des autres.

Si le milieu culturel se dit parfois en crise et cherche son public, au plan artistique (on revisite éternellement les oeuvres classiques, on se plaint du manque d'auteurs, de la désertion des salles de théâtre, des musées, des publics ou des non-publics, une partie de plus en plus importante de la population ne s'y reconnaît pas, ne la comprend pas) et si, au plan démocratique, il est déploré un manque d'implication et de confiance dans le politique, c'est bien une question plus générale pour la société, où les choix culturels ont oublié de se confronter à tous les habitants, de les écouter, de leur faire une place véritable ensemble dans la cité, afin d'obtenir ainsi un retour qui,

transformant les citoyens, pourrait alimenter et transformer ces choix à leur tour.

C'est sans doute aussi parce que la société, enfermée dans sa logique de marché, a privilégié un cycle de production et de satisfaction de supposés besoins, et oublié d'interpeller la culture, dans sa fonction essentielle de cadrage et de mise en perspective des questions communes de la cité.

Dans une ville porteuse de valeurs que s'approprient ses habitants, l'espace urbain devient alors admirable; on y affiche une fierté d'appartenir à cette société, on trouve du plaisir à y vivre et à y participer.

Sans doute la culture a-t-elle un rôle à jouer dans cette appropriation, dans la place qu'elle peut rendre aux citoyens, à tous les habitants -ceux que l'on connaît, ceux qui nous restent à découvrir, comme ceux que l'on ne rencontrera jamais- contre les représentations qui génèrent l'exclusion: le sentiment de honte d'appartenir (le refus d'appartenir, ne pas reconnaître des valeurs ou des pratiques qui sont pas les nôtres), contre le sentiment d'étrangeté (ça ne nous concerne pas, nous ne voulons pas nous l'approprier, cela nous est étranger), contre l'indifférence (ça ne nous regarde pas, on ne s'y implique pas, on n'y sert à rien, on n'y a pas de place), contre le sentiment de dégoût (c'est trop laid, les représentations renvoyées sont trop dévalorisantes, pour qu'on se les approprie et on n'y a aucun plaisir).

Si au contraire, nous sommes fiers de notre ville, si, parce qu'elle nous considère nous pouvons nous identifier à ce qu'elle représente, nous pouvons l'admirer, nous en approprier les valeurs, en être les porteurs, les relais, les forces créatives, avoir envie d'y participer, de la faire grandir et vivre, y formuler des espoirs et ramener les autres avec nous autour de ce projet....

Le développement culturel dans la ville, porteur d'une identité et d'une expression pour les habitants, représente bien autre chose qu'un simple outil. En plus d'une richesse de créativité, la culture est aussi un vecteur majeur d'enracinement des populations au sein de la société en même temps qu'une représentation de leur propre appartenance, un miroir social.

C'est pourquoi l'image renvoyée par l'espace urbain aux citoyens devenus citoyens, doit être un horizon vers lequel ils tendent, aspirent et qu'ils désirent s'approprier parce que valorisant, pour leur ville et par contre coup pour eux-mêmes, une image porteuse de promesse, un espace admirable.

Enfin, si la culture nous a paru aussi fondamentale pour y consacrer ce travail , c'est -au risque de nous répéter une dernière fois- qu'elle reconnait, comme la communication, la place centrale de l'autre.

..... Que l'on nous autorise alors plus facilement à laisser un autre conclure pour nous

*“Donner droit de scène au hors champ, dans l'art, ou droit de cité à ce qui est hors les murs, dans la politique, c'est un seul et même mouvement”* <sup>73</sup> .

---

<sup>73</sup> JC Bailly in *Prendre place*, Joseph 1995.

- BIBLIOGRAPHIE -

**ARTAUD Antonin**

1964, *Le théâtre et son double*, Gallimard

**BADIE Bertrand**

1986, *Culture et politique*, Economica

**BOUGNOUX Daniel**

1993 *Sciences de l'information et de la communication*, Textes essentiels  
Larousse

1995 *La communication contre l'information*, Hachette

**BOURDIN A.**

1989, *Urbanité et spécificité de la ville*, Espace et société

**BERNARD Yvonne**

1994, *Connaître et se représenter un espace*, in La revue du CNRS "La Ville"

**CASTEL Robert**

1995, *Les métamorphoses de la question sociale*, Fayard

**CAUNE Jean**

1995, *Culture et communication*, Presses Universitaires de Grenoble.

**DE CERTEAU Michel**

1974, *La culture au pluriel*, Union Générale d'éditions, coll 10/18

**DEBRAY Régis**

1991 *Cours de médiologie générale*, coll Bibliothèque des idées, Gallimard

1996 Coordonne la publication de la revue *Les cahiers de médiologie* n°1

**DONZELOT Jacques**

1991, (sous la direction de) *Face à l'exclusion, le modèle français*, Editions  
Esprit

**DOR Joel**

1985, *Introduction à la lecture de Lacan*, Denoël

**DUBET F., LAPEYRONNIE**

1991, *Les quartiers de l'exclusion*, Seuil.

**DUBOIS Danièle**

1994, *Les villes mentales*, article in La revue du CNRS "La ville".

**FERREOL G.**

1993, *Exclusion et lien social*, 3° journées de l'IFRESI, Lille, 28-29 Janvier 93

1994, (sous la direction de), *Intégration et exclusion dans la société française  
contemporaine*, Presses universitaires de Lille

**GIRAUD Michel**

1992, *La démocratie entre universel et particulier*, article in Gosselin & Ossebi

**GOFFMAN Erving**

1963, *Stigmate*, trad française 1975, Minuit

1961, *Asiles*, trad française 1968, Minuit

1973, *La mise en scène de la vie quotidienne*, Minuit

1959, t 1 *La présentation de soi*, trad fr 1973, Minuit

1971, t 2 *Les relations en public*, trad fr 1973, Minuit

**GOSSELIN Gabriel**

1992, *Les ambiguïtés du droit à la différence*, article in Gosselin & Ossebi

**GOSSELIN G., OSSEBI H.**

1992 (sous la direction de), *Les sociétés pluriculturelles*, L'Harmattan

**GRAFMEYER Y.**

1994 *Sociologie urbaine*, Nathan, Paris.

**GRAFMEYER Y., JOSEPH I.**

1979, *L'école de Chicago : naissance de l'écologie urbaine*, Champ Urbain

**HABERMAS Jurgen**

1978, *L'espace public*, Payot

**HALL Edouard T.**

dates des traductions françaises :

1978, *La dimension cachée*, Points Seuil

1979, *Au-delà de la culture*, Seuil

1984, *Le langage silencieux*, Points Seuil

**JOSEPH Isaac**

1994, *La rue et la conversation*, in Revue du CNRS "La Ville"

1995, (textes réunis par) *Prendre place : espace public et culture dramatique*,

Colloque de Cerisy, éditions Recherches, Plan Urbain

**KOROSEC-SERFATY Perla**

1995, *Etrangeté et différence dans l'espace public*, article in Joseph 1995

**LACAN Jacques**

1966, *Ecrits I*, Seuil

**LAMIZET Bernard**

1992, *Les lieux de la communication*, Mardaga

**LAVALLÉE M., OUELLET F., LAROSE F.**

1991 (textes réunis par), *Identité, culture et changement social*, Actes du 3<sup>o</sup>

colloque de l'ARIC (Association pour la Recherche Interculturelle),

l'Harmattan

**LEFEBVRE Henri**

1968 & 1972 *Le droit à la ville* suivi de *Espace et politique*, Points Seuil,

éd Anthropos

**LEGENBRE Pierre**

1974 *L'amour du censeur*, Seuil

**LENOIR René**

1974, *Les exclus*, Seuil

**LEPETIT Bernard, PUMAIN Denise**

1993, (coordonné par), *Temporalités urbaines*, Anthropos, coll Villes.

**MATTELART A & M,**

1984, *La culture contre la démocratie*, La Découverte

1986, *Penser les médias*, La Découverte

**MONTFORT J.M., DE VARINE H.**

1995, *Ville, culture et développement*, Syros

**NOSTRAND H. Lee**

1991, *Le contenu d'une culture pluraliste*, article in Lavallée et alii

**PAGÉ Michel**

1991, *Gouverner le pluralisme ethnoculturel par les institutions démocratiques*,  
article in Lavallée et al

**PAUGAM Serge**

1989, *La disqualification sociale*, PUF

1996, (sous la direction de) *L'exclusion, l'état des savoirs*, La Découverte

**RONCAYOLO Marcel**

1990, *La ville et ses territoires*, Gallimard

**ROULEAU-BERGER Laurence**

1991, *La ville intervalle*, Méridiens Klincksieck

**SARRAZAC Jean-Pierre**

1994 (textes réunis par) *Les pouvoirs du théâtre, Essais pour Bernard*  
*Dort*, éd Théâtrales

**SIMMEL G.**

1988, *La tragédie de la culture et autres essais*, Paris, Petite bibliothèque,  
Rivages

**TOURAINÉ Alain**

1995, (autour de), *Penser le sujet*, Colloque de Cerisy, sous la direction de F.  
Dubet et M. Wieviorka, Fayard

**VERPRAET Gilles**

1994, *La socialisation urbaine, transitions sociales et transactions*

**WIEVIORKA Michel**

1992, *La nouvelle question urbaine en France*, in Gosselin & Ossebi.

**WINNICOTT D. W.**

1971, *Jeu et réalité, l'espace potentiel*, Gallimard (trad fr 1975)

**WOLTON Dominique**

1995, *La gauche face aux exclus*, article in Touraine 1995

**XIBERRAS Martine**

1993, *Les théories de l'exclusion*, Méridiens Klincksieck

## REVUES

---

- *La ville*, Le courrier du CNRS, été 1994
- *La ville*, 1994, catalogue publié à l'occasion de l'exposition présentée du 10 février au 9 mai 1994 au Centre G Pompidou "La ville, art et architecture en Europe 1870-1993", éditions du Centre Georges Pompidou.
- *La querelle du spectacle*, Les cahiers de médiologie n°1, 1<sup>o</sup> semestre 1996, revue semestrielle publiée par l'ADREM, Association pour le Développement de la Recherche en Médiologie, et les éditions Gallimard.
- *Travail médiologique* n°1, juillet 1996, document de recherche et de réflexion diffusé au sein de l'ADREM.
- *La chance des quartiers, changement social et dynamique culturelle en milieu urbain*, Série Dossiers pour un débat, n°31, FPH Fondation pour le Progrès de l'Homme / ARCI Association de Recherche Coopérative Internationale, Interfaces VPC 1994.

## BIBLIOGRAPHIE THÉMATIQUE ET OUVRAGES COMPLÉMENTAIRES

### • Au sujet de la culture

#### **ABIRACHED Robert**

1994, *Le théâtre, service public : les avatars d'une notion*, article in Sarrazac  
1994

#### **ARENDET Hannah**

1972, *La crise de la culture*, Gallimard

#### **ARTAUD Antonin**

1964, *Le théâtre et son double*, Gallimard

#### **BADIE Bertrand**

1986, *Culture et politique*, Economica

#### **BAILLY Jean-Christophe**

1995, *Théâtre et agora*, article in Joseph I. 1995

#### **BOURDIEU Pierre**

1982, *La distinction*, Minuit

#### **CAUNE Jean**

1995, *Culture et communication*, Presses Universitaires de Grenoble.

#### **DAVALLON Jean**

(sous la direction de), *Claquemurer pour ainsi dire tout l'univers*, CCI / Centre  
Georges Pompidou, n°10.

#### **DE CERTEAU Michel**

1974, *La culture au pluriel*, Union Générale d'éditions, coll 10/18

#### **DORT Bernard**

1994, *Fragments d'autothéâtregraphie*, article in Sarrazac 1994

#### **FRIEDEL Christine**

1994, *Ensemble*, article in Sarrazac 1994

#### **GAUDIN Henri**

1995, *Seuil et totem*, article in Joseph 1995

#### **GOSSELIN Gabriel**

1992, *Les ambiguïtés du droit à la différence*, article in Gosselin & Ossebi

#### **GOSSELIN G., OSSEBI H.**

1992 (sous la direction de), *Les sociétés pluriculturelles*, L'Harmattan

#### **HALL Edouard T.**

dates des traductions françaises :

1978, *La dimension cachée*, Points Seuil

1979, *Au-delà de la culture*, Seuil

1984, *Le langage silencieux*, Points Seuil

**HOGGART Richard**

1970, *La culture du pauvre*, Minuit

**LAVALLÉE M., OUELLET F., LAROSE F.**

1991 (textes réunis par), *Identité, culture et changement social*, Actes du 3<sup>e</sup> colloque de l'ARIC (Association pour la Recherche Interculturelle), l'Harmattan

**MATTELART Armand & Michèle, DELCOURT Xavier**

1984, *La culture contre la démocratie*, La Découverte

**MONTFORT J.M., DE VARINE H.**

1995, *Ville, culture et développement*, Syros

**PAGÉ Michel**

1991, *Gouverner le pluralisme ethnoculturel par les institutions démocratiques*, article in Lavallée et al

**SARRAZAC Jean-Pierre**

1994 (textes réunis par) *Les pouvoirs du théâtre, Essais pour Bernard Dort*, éd Théâtrales

**SIMMEL G.**

1988, *La tragédie de la culture et autres essais*, Paris, Petite bibliothèque, Rivages

• *La chance des quartiers, changement social et dynamique culturelle en milieu urbain*, Série Dossiers pour un débat, n°31, FPH Fondation pour le Progrès de l'Homme / ARCI Association de Recherche Coopérative Internationale, Interfaces VPC 1994.

**• Au sujet de la ville**

**BOURDIN A.**

1989, *Urbanité et spécificité de la ville*, Espace et société

**BERNARD Yvonne**

1994, *Connaître et se représenter un espace*, article in revue du CNRS "La Ville"

**CALVINO Italo**

*Les villes invisibles*

**DUBET F., LAPEYRONNIE**

1991, *Les quartiers de l'exclusion*, Seuil

**DUBOIS Danièle**

1994 *Les villes mentales*, article in revue du CNRS "La ville".

**GRACQ Julien**

1990, *La forme d'une ville*, Corti

**GRAFMEYER Y.**

1994, *Sociologie urbaine*, Nathan, Paris.

**GRAFMEYER Y., JOSEPH I.**

1979, *L'école de Chicago : naissance de l'écologie urbaine*, Champ Urbain

**JOSEPH Isaac**

1994, *La rue et la conversation*, article in revue du CNRS "La Ville"

**KEPEL Gilles**

1987, *Les banlieues de l'Islam*, Seuil

**LEFEBVRE Henri**

1968 & 1972 *Le droit à la ville* suivi de *Espace et politique*, Points Seuil,  
éd Anthropos

**LEPETIT Bernard, PUMAIN Denise**

1993, (coordonné par), *Temporalités urbaines*, Anthropos, coll Villes.

**LEVEQUE Pierre**

*La cité antique*, Colin

*Les institutions athéniennes*, Colin

**RONCAYOLO Marcel**

1990, *La ville et ses territoires*, Gallimard

**ROULEAU-BERGER Laurence**

1991, *La ville intervalle*, Méridiens Klincksieck

**VERPRAET Gilles**

1994, *La socialisation urbaine, transitions sociales et transactions culturelles  
dans la cité périphérique*, l'Harmattan

**WEBER Melvin M.**

1996, *L'urbain sans lieux ni bornes*, éd de l'Aube

**WIEVIORKA Michel**

1992, *La nouvelle question urbaine en France*, article in Gosselin & Ossebi.

**• Au sujet de l'exclusion, de la citoyenneté**

**CASTEL Robert**

1995, *Les métamorphoses de la question sociale*, Fayard

**DONZELOT Jacques**

1991, (sous la direction de) *Face à l'exclusion, le modèle français*, éditions  
Esprit

**DUBET F., LAPEYRONNIE**

1991, *Les quartiers de l'exclusion*, Seuil.

**ENRIQUEZ E.**

1983, *De la horde à l'Etat, essai de psychanalyse du lien social*, Gallimard

**FERREOL G.**

1993, *Exclusion et lien social*, 3<sup>e</sup> journées de l'IFRESI, Lille, 28-29 Janvier 93

1994, (sous la direction de), *Intégration et exclusion dans la société française contemporaine*, Presses universitaires de Lille

**GIRAUD Michel**

1992, *La démocratie entre universel et particulier*, article in Gosselin & Ossebi

**GOFFMAN Erving**

1963, *Stigmate*, trad française 1975, Minuit

1961, *Asiles*, trad française 1968, Minuit

**KARSZ Saül**

1992, *Déconstruire le social*, Séminaire I (dirigé par), l'Harmattan

**KEPEL Gilles**

1987, *Les banlieues de l'Islam*, Seuil

**KRISTEVA Julia**

1984, *Soi-même comme un autre*, Seuil

**LENOIR René**

1974, *Les exclus*, Seuil

**PAGÉ Michel**

1991, *Gouverner le pluralisme ethnoculturel par les institutions démocratiques*,  
article in Lavallée et al

**PAUGAM Serge**

1989, *La disqualification sociale*, PUF

1996, (sous la direction de) *L'exclusion, l'état des savoirs*, La Découverte

**ROULEAU-BERGER Laurence**

1991, *La ville intervalle*, Méridiens Klincksieck

**SCHNAPPER Dominique**

1989, *La France de l'intégration*, Gallimard

1994, *La France des citoyens*

**TODOROV T**

1989, *Nous et les autres*, Seuil

**WOLTON Dominique**

1995, *La gauche face aux exclus*, article in Touraine 1995

**XIBERRAS Martine**

1993, *Les théories de l'exclusion*, Méridiens Klincksieck

• Au sujet de la communication

**BOUGNOUX Daniel**

1993, *Sciences de l'information et de la communication*, Textes essentiels

Larousse

1995, *La communication contre l'information*, Hachette

**CAUNE Jean**

1995, *Culture et communication*, Presses Universitaires de Grenoble.

**DEBRAY Régis**

1991 *Cours de médiologie générale*, coll "Bibliothèque des idées", Gallimard

1993 Article in Bougnoux 1993, Textes essentiels

1996 Coordonne la publication de la revue *Les cahiers de médiologie* n°1

"La querelle du spectacle"

**LAMIZET Bernard**

1992, *Les lieux de la communication*, Mardaga

**MATTELART Armand & Michèle**

1986, *Penser les médias*, La Découverte

1995, *Histoire des théories de la communication*, La Découverte

• Au sujet de l'espace public

**BAILLY Jean-Christophe**

1995, *Théâtre et agora*, article in Joseph I. 1995

**DOUGLAS Mary**

1989, *Ainsi pensent les institutions*, Uscher

**HABERMAS Jurgen**

1978, *L'espace public*, Payot

**JOSEPH Isaac**

1995, (textes réunis par) *Prendre place : espace public et culture dramatique*,

Colloque de Cerisy, éditions Recherches, Plan Urbain

**KOROSEC-SERFATY Perla**

1995, *Etrangeté et différence dans l'espace public*, article in Joseph 1995

**LANDOWSKY**

1989, *La société réfléchie : essais de socio-sémiotique*, Seuil

**PAGÉ Michel**

1991, *Gouverner le pluralisme ethnoculturel par les institutions démocratiques*,

article in Lavallée et al

**QUERE Louis**

1995, *L'espace public comme forme et comme événement*, article in Joseph 1995

• Au sujet de la médiation symbolique

**LACAN Jacques**

1966, *Ecrits I*, Seuil

**KAES R et coll**

1979, *Crise, rupture et dépassement*, Dunod

**WINNICOTT D. W.**

1971, *Jeu et réalité, l'espace potentiel*, trad française Gallimard (1975)

• Divers

**BAUDRILLARD Jean,**

1972, *Pour une critique de l'économie politique du signe*, Gallimard

1976, *L'échange symbolique et la mort*, Gallimard

**DOR Joel**

1985, *Introduction à la lecture de Lacan*, Denoël

**GOFFMAN E.**

1973, *La mise en scène de la vie quotidienne*,

1959, t 1 *La présentation de soi*, trad fr 1973, Minuit

1971, t 2 *Les relations en public*, trad fr 1973, Minuit

**LEDRUT R.**

1984 *La forme et le sens*, Méridiens

**LEGENDRE Pierre**

1974 *L'amour du censeur*, Seuil

**TOURAINÉ Alain**

1995, (autour de), *Penser le sujet*, Colloque de Cerisy, sous la direction de  
F. Dubet et M. Wievorka, Fayard

